

LE MAGAZINE DE VIE OUVRIÈRE

MARS - AVRIL 1995

252 • 3,75 \$

DOSSIER

La Côte-Nord

LES NOMADES IMMOBILES

ENTREVUE

Alice Herscovitch et Isabelle Picard

IMMIGRER CHEZ L'IMMIGRANT

Projet Genève



ON FAIT DU CHEMIN

POUR UN MONDE PACIFIQUE, ÉCOLOGIQUE ET SOLIDAIRE



22 AVRIL 1995

Jour de la Terre

Départ à 10h00 du Parc Lafontaine
Arrivée à 13h00 au Stade Olympique



CLUB 2/3

514 / 382-7922



418 / 627-8888

PHOTO: BERNARD JEAY



6



PHOTOS DANIEL S-LEGAULT



La fin de la 138, le bout de la route, à Havre-Saint-Pierre.

20



«Il n'y a pas un problème social au Québec qui ne soit pas couvert par un groupe populaire. Je suis questionnée par les tentations de certaines communautés religieuses à vouloir répondre elles-mêmes, sans liens avec les groupes, à ces problèmes. Être chrétien, entre nous, dans notre communauté, c'est bien facile. Le vrai défi c'est d'être chrétien dans le monde, avec les problèmes du monde.»

Denyse Gauthier
† 1929-1995

ÉDITORIAL

4

ENTREVUE

6

• ALICE HERSCOVITCH
ET ISABELLE PICARD

Immigrer chez l'immigrant

«Quand on débarque à Rome, on doit vivre comme les Romains», nous dit le vieil adage. Dans le quartier Côte-des-Neiges de Montréal, on en voit... de toutes les couleurs. Deux femmes y travaillent. Le Projet Genèse y donne des services de première ligne.

DOSSIER

20

• LA CÔTE-NORD
Les nomades immobiles

La route est longue, parsemée de petits villages qui sont quelquefois devenus de petites grandes villes, au gré des développements industriels. Mosaïque montagnaise-francophone-anglophone, la Côte-Nord est la région la plus récemment urbanisée du Québec. La population blanche se nomadise, pistant le travail disponible. La main-d'œuvre est mobile, les maisons sont mobiles, comme si, dans ce coin de pays, on s'installait temporairement pour la vie... Pendant ce temps, les Montagnais-es, dans les territoires qu'on leur a réservés, se sédentarisent de plus en plus! Ce qui n'est sans occasionner quelques conflits...

VIE ET CULTURE: La vie internaute	12
VIE ET CULTURE: Langue et science	15
CHRONIQUE INSOLENT: Charme au 1080	18
LIRE: Le racisme ordinaire	19
SUR LA PLANÈTE: Les <i>maquiladoras</i>	32
EN MOUVEMENTS: Rencontre de la JOC	34
TOUR DU QUÉBEC: Des sages-femmes	35
PHOTO-REPORTAGE: Chine Chine	36
QUÉBEC EN COULEURS: De la cale au répondeur	38

VO

VO est un magazine d'intérêt général et un magazine alternatif d'information, de réflexion et d'enquête qui traite des conditions de vie et de travail, des luttes, de la culture et des aspirations du monde populaire. VO s'adresse aux militants-es, aux intervenants-es des milieux populaires et à tous ceux et celles qui aspirent à des changements sociaux. Fondé en 1951 à titre de revue de l'Action catholique ouvrière, VO a évolué au fil des ans pour devenir un magazine indépendant, qui s'inspire des différents courants émancipateurs. Les articles publiés dans VO n'engagent que leur-s auteur-e-s.

Conseil d'administration: Daniel Beaulieu, Guy Biron, Anne-Marie Brunelle, Sylvio Gagnon, Ginette Gaudreault, Yvan Noé Girouard, Clotilde Lemay, Monique Tremblay.

Comité de rédaction: Diane Brulotte, Francesca Dalio, Guillaume Dostaler, Abdelhamid Gmati, Françoise Guay, Pierre Viau.

Collaborations régulières et membres de comités:

Nicole Brais, Marie Constantineau, Guillaume Dostaler, François Gervais, Daniel Gingras, Pierre Hamel, Christine Nagl, Pierre Viau.

Rédacteurs en chef: Jean Robitaille et Daniel S.-Legault.

Coordination, promotion, publicité: Jean Robitaille.

Direction artistique, secrétariat de rédaction, comptabilité, montage des couvertures: Daniel S.-Legault. **Promotion:**

Anne-Marie Brunelle. **Gestion des abonnements et**

traitement de textes: Ginette Gaudreault. **Représentation publicitaire:** Guy Jolicœur et Latifa Adnani (514)722-7708,.

Montage: André Leclerc.

Édition: Revue Vie ouvrière inc.

Impression: Imprimerie d'Arthabaska inc.

Distribution: Messageries de presse Benjamin

Fréquence de parution: 6 numéros par an.

Photo couverture: entre Sept-Îles et Malotiénam, par Daniel S.-Legault.

Grille de tarifs d'abonnement: Individu ou groupe populaire:

20\$/an ou 35\$/2ans. Institutionnel: 28\$/an. Soutien: 28\$/an.

Étudiant ou sans emploi: 14\$/an. À l'étranger (par avion), individuel: 25\$/an. À l'étranger (par avion), institutionnel: 33\$/an. Un numéro seulement: 5,10\$ (incl. frais de poste).

VO est membre de la Société de développement des périodiques culturels québécois (SODEP). Le magazine reçoit une subvention du Ministère de la Culture du Québec. Ses articles sont indexés dans le répertoire analytique de presse *Repère*. Dépôt légal à Ottawa et à la Bibliothèque nationale du Québec. ISSN 0849-035X. Envoi de publication, enregistrement n°0220. Parution: n°253, 1^{er} mars 1995.

VO: 1212 rue Panet, Montréal (Québec), H2L 2Y7
Téléphone: (514) 523-5998, télécopieur: (514) 527-3403

ÉDITORIAL

LE SHÉRIF DE NOTTINGHAM TENTE DE SE FAIRE PASSER POUR ROBIN DES BOIS. LES MINISTRES AXWORTHY ET MARTIN PRENDRAIENT L'ARGENT DES RICHES ET DE LA CLASSE MOYENNE POUR LA DONNER AUX ENFANTS PAUVRES DU PAYS¹. ILS EMPRUNTENT L'IDÉE D'UNE REDISTRIBUTION DE LA RICHESSE. MÉGA-DETTE ET DÉFICITS ENDÉMIQUES NOUS FORCERAIENT DORÉNAVANT À CIBLER NOS INTERVENTIONS SOCIALES. FINIE L'UNIVERSALITÉ; VOICI LE NOUVEL ORDRE FISCAL...

Derrière tous les discours alarmistes de nos dirigeants financiers se profile la détermination d'en finir avec une époque. Celle où l'État reconnaissait son obligation de permettre à tous et à toutes de travailler, celle où l'État assumait sa mission de redistribuer la richesse collective, celle où les citoyens-nes qui payaient des impôts savaient qu'ils y trouveraient aussi leur compte, celle où les cotisants-es à l'assurance-chômage étaient adéquatement garantis-es contre les risques du métier, celle où le Régime d'assistance publique du Canada assurait les besoins essentiels des gens, sans distinction, sans obligation de monnayer sa misère, celle, enfin, où l'expression de la solidarité sociale avait un sens en d'autres temps qu'à la veille de Noël.

Parce que les pauvres sont pauvres à l'année longue, parce que leur vulnérabilité est trop facile à exploiter, parce que la dictature économique des firmes de courtages de New York, au gré de leurs cotes et décotes, usurpe les pouvoirs et responsabilités des gouvernants, nous nous objectons.

ON STIGMATISE LES PAUVRES

La triste condition des enfants pauvres du Canada est, nous en convenons avec le ministre Axworthy, hautement

1 «L'une des meilleures preuves que le système n'a pas atteint ses objectifs est le niveau élevé et persistant de pauvreté chez les enfants. En règle générale, un enfant sur cinq vit dans la pauvreté. (...) Des politiques mieux agencées permettront de combattre plus énergiquement la pauvreté et les privations dont souffrent les enfants. (...) On pourrait fournir un meilleur soutien aux familles à faible revenu avec enfants, par l'entremise d'une formule plus généreuse de la Prestation fiscale pour enfants du gouvernement fédéral. Cette solution implique que les familles à revenu moyen ou plus élevé verraient leur prestation diminuer ou même disparaître.» *La sécurité sociale dans le Canada de demain*, Gouvernement du Canada, octobre 1994, (document plus communément appelé «Réforme Axworthy»).

COUPURES DANS LES PROGRAMMES SOCIAUX:

ATTENTION AUX FAUX ROBINS DES BOIS

JEAN ROBITAILLE



ILLUSTRATION: JAMES WAGNER

préoccupante. Mais c'est là que le débat s'amorce vraiment: comment résoudre efficacement ces problèmes sociaux alors que l'argent manque? L'élimination des allocations familiales universelles distribuées à toutes les familles, remplacées par la nouvelle Prestation fiscale intégrée pour enfants, destinée aux seules familles à faible revenu, s'inscrirait dans cette volonté de mieux redistribuer la richesse en ciblant les plus pauvres. Pourquoi, en effet, envoyer de misérables chèques à des parents fortunés alors que tant d'enfants sont dans l'indigence? Aguichante au premier coup d'œil, cette proposition s'avère lourdement simpliste. Les allocations familiales deviennent ainsi un deuxième régime d'aide sociale pour les ménages défavorisés.

La solution préconisée par nos gouvernements stigmatise les pauvres dans l'opinion publique. Elle exacerbe la colère des «payeurs de taxes» de la classe moyenne, tannés de payer pour les autres. Leur intolérance envers le coût trop

élevé des programmes sociaux risque de monter d'un cran et encourage nos gouvernements à sabrer toujours davantage dans des programmes sociaux devenus de plus en plus discriminatoires et sélectifs.

QUI GAGNE QUOI?

Le pire dans tout ça, c'est que les enfants pauvres n'en profiteront même pas. Georges Campeau, professeur au département de sciences juridiques de l'UQAM, en a fait la démonstration. Les quelques centaines de dollars supplémentaires que les familles à faible revenu recevraient du fédéral dans ce nouveau programme risqueraient fort d'être soustraits des chèques d'aide sociale des provinces. Au fond, personne n'y gagne... sauf nos ministres des Finances qui réduisent leurs dépenses sociales.

Le poids de la dette publique du Canada est effectivement lourd à porter. L'urgence d'agir est réelle. Mais il existe des alternatives. Il faut reconnaître d'où vient véritablement la dette pour que les mesures de redressement s'attaquent aux causes de notre endettement. Statistique Canada révélait dernièrement que l'augmentation de la dette était attribuable d'abord et avant tout aux abris fiscaux et aux taux d'intérêts élevés. Les dépenses de programmes n'étaient responsables que pour 6% de l'endettement public. S'acharner à couper dans les programmes sociaux, c'est courir à l'échec. Tant que les taux d'intérêts seront aussi élevés et les abris fiscaux aussi généreux, la dette va continuer d'augmenter, coupures ou pas dans les mesures sociales.

Pour calmer les inquiétudes des financiers étrangers, la Banque du Canada calque ses interventions sur la *Federal Reserve* états-unienne, quitte à étouffer toute reprise au Canada. C'est pourtant du côté d'une politique monétaire encourageant la relance de l'emploi plutôt que faisant la chasse à l'inflation qu'il faut s'orienter.

Lorsque Martin Cauchon, député libéral d'Outremont et membre de la tournée de consultation sur la réforme Axworthy, affirme publiquement, et avec candeur, que le gouvernement n'a pas de contrôle sur sa politique monétaire et qu'il n'a pas à dicter aux banques de lignes de conduite, nous comprenons qui gouverne. C'est ça qu'il faut changer.

**ALICE HERSCOVITCH ET ISABELLE PICARD
DU PROJET GENÈSE:
IMMIGRER CHEZ
L'IMMIGRANT
LE QUARTIER CÔTE-DES-NEIGES
DE MONTRÉAL**



Isabelle Picard, à gauche, et Alice Herscovitch.

Portrait d'un quartier qui en voit de toutes les couleurs. Point de vue de deux femmes qui s'y complètent. Une y a été élevée, l'autre y arrive. Les deux œuvrent au *Projet Genèse*, un organisme communautaire du quartier Côte-des-Neiges de Montréal. Alice Herscovitch en est la directrice; Isabelle Picard travaille au front, dans les services de première ligne, dans ce quartier Côte-des-Neiges qui est devenu, au fil des ans, la «mère adoptive de toutes les nations».

TEXTES DE JEAN ROBITAILLE
PHOTOS DE BERNARD JEAY

«**Q**uand on débarque à Rome, on doit vivre comme les Romains», nous dit le vieil adage. Mais quand on est tamoul et qu'on débarque à Montréal, comment faire pour vivre comme les Québécois-es alors que tous ses voisins-es sont d'origine russe, juive, vietnamienne, srilankaise, guatémaltèque, irakienne, somalienne...? Où retrouver cette «culture commune» – si chère aux théoriciens-nes de l'immigration – qui caractériserait l'identité québécoise? C'est là un des nombreux défis que doivent relever les gens qui s'amènent ici, et qui, massivement, commencent par s'établir dans le quartier Côte-des-Neiges de Montréal.

**ENTRE DEUX LANGUES
ET DEUX PAYS**

«La première chose que les gens réalisent en arrivant ici, c'est que ce n'est pas le paradis qu'ils avaient imaginé, affirme Isabelle Picard. Et il y a des tas de choses qu'ils ne comprennent pas. Par exemple, le conflit linguistique et la question nationale. Ils me le disent: "Je comprends pas, Isabelle! Faut que j'envoie

mes enfants à l'école française mais moi je travaille en anglais. Si j'ai le malheur de parler en français à l'ouvrage, je me fais regarder de travers. Puis si j'ai des problèmes à lire les lettres en français que je reçois de l'école, on me le reproche encore!" Les gens ont effectivement été bien drôlement préparés à venir vivre ici.»

Isabelle prétend même pouvoir deviner de quel camp de réfugiés-es les gens proviennent juste en écoutant leur perception du Canada et du Québec. «Pour certains, le Québec est presque déjà un pays alors que d'autres ne savaient même pas qu'il y avait des francophones ici. La façon dont les agents d'immigration les ont *briefés* détermine bien des choses.»

Tout le débat sur la question nationale est éminemment épineux dans ce quartier, particulièrement pour les organismes communautaires comme *Genèse*. Alice, la directrice, paraît même gênée d'aborder la question. Elle ne voudrait pas embarquer son organisme dans un débat partisan qu'elle juge inutilement déchirant. Et elle sait pertinemment que

si on passait au vote parmi les membres de *Genèse*, le Non l'emporterait facilement. L'équipe de *Genèse* a préféré s'abstenir de participer à ce débat, de peur d'être affichée de manière trop partisane en faveur du projet de société des Libéraux, qui ne leur plaît guère plus.

EXPLIQUER LES CHOSES

Isabelle, qui avouait être bien à l'aise avec cette décision d'équipe prise il y a quelques mois, doute maintenant. «Moi je suis aux services de première ligne, je vois quotidiennement l'insécurité et l'incompréhension du monde. Depuis que les gens m'arrivent avec l'avant-projet de loi sur la souveraineté dans les mains en me demandant "c'est quoi ça?", je me dis qu'il faudrait peut-être faire quelque chose pour au moins expliquer au monde c'est quoi le processus ainsi que les deux options. Au moins

pour rassurer les gens qui n'arrivent pas à croire qu'on puisse faire la souveraineté d'un pays pacifiquement.»

«C'est sûr que c'est un terrain glissant, poursuit-elle, mais les gens ne comprennent pas. Ils pensent que la loi est déjà votée.» Les gens n'ont pas souvent reçu un projet de loi chez eux et ne maîtrisent pas toujours bien le français ni même les dédales de nos processus démocratiques. «Ils cherchent les bons pis les méchants.»

VERS UN QUARTIER CHINOIS À BAIE-COMEAU?

Alice n'est absolument pas entichée par l'idée, maintes fois soulevée ces dernières années, d'envoyer les nouveaux-elles arrivants-es en régions afin de faciliter leur intégration à la société québécoise et, surtout, de délester Montréal de problèmes générés par l'existence de



ghettos. «Les gens ont le droit de choisir où ils veulent s'établir, là où ils se sentent le plus à l'aise. C'est pas parce qu'on pense qu'ils pourraient être plus facilement intégrables en région qu'il faut le faire», affirme Alice.

«C'est un réflexe bien humain, renchérit Isabelle, quand on vit un choc émotif aussi grand que celui suscité par le déracinement, que d'avoir le goût au début de se rassembler avec des gens qui nous ressemblent. Je le vis quand je suis juste en voyage et que je rencontre par hasard des gens du Québec, ça me fait du bien de parler pour quelques minutes avec des gens avec lesquels je partage les mêmes codes, la même langue, les mêmes accents. Mais on doit aussi s'inquiéter de la qualité des services d'immigration qu'on pourrait offrir aux immigrants à Baie-Comeau ou ailleurs au Québec alors qu'on coupe partout. Au moins, ici les gens ont plus facilement accès à des services de traduction.» →



L'ORIGINE DE GENÈSE

Côte-des-Neiges a vu passer toutes les vagues d'immigration que le Québec a connues depuis la Deuxième Guerre mondiale. La communauté juive a été la première à s'y installer mais, depuis, le quartier a représenté la terre d'accueil privilégiée de centaines de milliers de gens des quatre coins du monde. Certains se sont installés dans Côte-des-Neiges mais d'autres ont choisi, quand ils en ont eu les moyens, de rejoindre le noyau de leur communauté d'origine implantée ailleurs dans la région métropolitaine. On retrouve ainsi les communautés libanaise et syrienne dans Ville Saint-Laurent, la communauté vietnamienne à Brossard et la communauté grecque à Laval.

Au nombre des communautés qui sont restées, on compte les Russes et les Juifs-ves. Des Juifs-ves pauvres pour une bonne part. 20% de la communauté juive de Montréal vit sous le seuil de la pauvreté. C'est cette réalité, déjà bien présente dans les années 70, qui a d'ailleurs suscité la naissance du *Projet Genèse*, résultat d'une enquête-terrain menée par une équipe de l'Université McGill sur les problèmes sociaux vécus par la communauté juive de Côte-des-Neiges.

20 000 ENTRÉES

Rapidement on a constaté que les problèmes étaient

DANS LES «LIMBES» LÉGAL OU ILLÉGAL?

Les problèmes rencontrés par les personnes immigrantes de Côte-des-Neiges sont légion. Isabelle Picard s'arrache fréquemment les cheveux à essayer d'aider la population immigrante du quartier à résoudre des petits problèmes dont les solutions ne devraient pas être si compliquées à trouver. «Une femme sur le point d'accoucher est venue me voir l'autre jour. Elle cherchait désespérément un hôpital où elle pourrait accoucher sans avoir à payer. Elle venait d'être acceptée comme immigrante mais elle n'avait pas encore reçu les documents qui le confirmaient. Au gouvernement, on a même trouvé une nouvelle expression pour parler de ce monde-là: les gens "en limbo", en équilibre précaire entre un statut légal ou illégal.»

ENTRE LA CSST, L'ASSURANCE-CHÔMAGE ET L'AIDE SOCIALE

Il y a d'autres cas encore plus pathétiques d'absurdité bureaucratique. «C'est l'histoire d'une Salvadorienne enceinte de 4-5 mois qui travaillait dans un entrepôt et qui devait régulièrement lever des boîtes assez lourdes. Il avait été convenu avec la

CSST d'un retrait préventif dès la vingtième semaine de sa grossesse. Mais une grosse hémorragie est survenue à la dix-huitième semaine qui l'a contrainte à être hospitalisée et elle n'est pas retournée au travail. Mais ce faisant, elle n'a pas respecté les conditions du retrait préventif prévu pour la vingtième semaine par la CSST.»

«La CSST ne l'a donc pas acceptée. Puis l'Assurance-chômage a refusé de lui accorder des prestations puisqu'elle aurait dû être en retrait préventif. Pendant ce temps notre petite madame salvadorienne n'avait pas un sou pour vivre et était obligée de faire le tour des bouffes communautaires pour se nourrir un peu. On a essayé d'avoir des documents de l'assurance-chômage nous confirmant qu'ils ne pouvaient pas l'accepter afin qu'au moins elle puisse avoir recours à l'aide sociale. Encore là, ça ne s'est pas déroulé simplement. Il a fallu envoyer un avocat. Deux mois plus tard, elle a finalement eu l'aide sociale. Ensuite, l'assurance-chômage lui a accordé un mois de congé de maladie, puis en décembre dernier, elle a gagné sa cause à la CSST, un an et demi plus tard!»

«Elle était enceinte de sept mois quand elle a accouché mais les gens ne le croyaient pas tellement elle était petite. Elle ne s'était presque pas nourrie dans les derniers mois et d'ailleurs son bébé était de tout petit poids.»



«Les nouveaux services téléphoniques gouvernementaux où tu parles à des machines, c'est peut-être plus rentable et plus efficace pour nos gouvernements, mais ça complique pas mal la vie des gens qui maîtrisent mal les langues officielles. Voyez-vous, c'est difficile de demander à ces machines de parler plus lentement ou d'expliquer dans d'autres mots ce qu'elles viennent de dire...»

importants, principalement aux niveaux du logement et du manque de services auprès des personnes âgées. Mais on a également reconnu que ces problèmes affectaient indistinctement tous les gens pauvres du quartier. Aujourd'hui, *Genèse* est un organisme communautaire qui compte sur une équipe d'une centaine de bénévoles par année qui ratissent le quartier. À tous les jours, huit à dix bénévoles font du porte-à-porte pour aller dépister les problèmes et offrir les services de *Genèse* ou des autres organismes du quartier. L'équipe de bénévoles peut converser dans pas moins de 14 langues avec les gens du quartier, dont l'arabe, l'anglais, le créole, l'espagnol, le français, l'hébreu, le hongrois, le rou-

main, le russe, le tagalog, le tamoul, le vietnamien, le yiddish, etc.

Au *Projet Genèse*, un des organismes communautaires les plus grouillants de Côte-des-Neiges, on aide les gens à régler les problèmes de la vie quotidienne. L'an dernier, plus de 20 000 personnes ont eu recours aux différents services de *Genèse*. «Mais on ne peut pas se contenter d'offrir des services individuels, souligne Alice Herscovitch. Pour une personne qui s'est fait couper 100\$ sur son chèque d'aide sociale aujourd'hui, on en recevra vingt autres avec le même problème d'ici deux semaines. On doit donc aussi assumer la défense collective des droits des gens.»

ALICE ET L'ANGLICISATION DU QUARTIER

La majorité des résidents-es de Côte-des-Neiges n'est pas originaire du Canada, provenant de plus d'une cinquantaine de pays de tous les continents. La langue commune qui s'impose vite c'est l'anglais. À preuve, plus des trois quarts des 5 000 entrevues réalisées par les services individuels de Genèse l'an dernier se sont déroulées en anglais. Le français n'a été utilisé que dans 18% des entrevues. L'anglicisation de ce quartier a une histoire.



Alice la connaît bien cette histoire. Elle est arrivée ici à l'âge de trois ans en provenance de l'Égypte avec sa famille, de la communauté juive francophone. Mais à l'époque, au Québec, il n'était pas question que des non-catholiques aillent à l'école française. Les enfants de toutes les autres confessions religieuses étaient donc systématiquement anglicisés dans les écoles protestantes anglophones qui, elles, acceptaient les enfants sans discrimination. Alice rappelle d'ailleurs qu'il n'y a toujours pas d'école secondaire catholique francophone dans Côte-des-Neiges, un quartier habité par plus de 91 000 personnes dont le tiers affirment pourtant n'avoir que le français comme langue d'usage à la maison. Encore une fois, la commission scolaire protestante a pris la CÉCM à contre-pied en ouvrant la seule école française du quartier.



PAS SI VIOLENT...

Contrairement à l'image souvent projetée, Côte-des-Neiges est loin d'être un quartier hanté par la violence et les incidents racistes. Alice Herscovitch reconnaît qu'il y a bien sûr une discrimination évidente au niveau du logement ou de l'emploi. «Mais par rapport aux relations entre les résidents, on note très peu de discrimination, de vandalisme ou d'incidents à connotation raciste. Il n'y a pas de guerre de clans comme on en voit ailleurs.»

Alice craint que le désir d'intégration des immigrants en régions ne leur envoie un message ambigu. «On risque de leur faire croire que leur intégration devrait se faire au prix de la négation de leur identité culturelle.» Elle voit les gens de Côte-des-Neiges s'habituer petit à petit au mode de vie de leur nouvelle terre d'accueil et elle s'en satisfait.

«De toute façon, poursuit-elle, si on tient à préserver le Québec tel quel, il ne faudrait pas accepter d'immigrants; parce que c'est sûr que l'arrivée d'immigrants façonne différemment le Québec. Le Québec était différent il y a 100 ans et il sera encore différent dans 100 ans.»

C'est tout le débat sur l'intégration qui est en cause. «L'intégration c'est un concept où on essaie d'adapter les gens à une société qui va bien. C'est bien beau mais la société ne va pas bien. Les injustices sociales sont énormes. Vous avez juste à rester cinq minutes près de la réception pour le constater.»

POUR VIVRE SA DIFFÉRENCE

Les nouveaux-elles arrivants-es privilégiant Côte-des-Neiges comme port d'arrivée ici, ce quartier hautement multiethnique ne compte qu'une petite communauté de francophones dits «de souche». En arrivant du Soudan ou du Sri Lanka, nos nouveaux-elles citoyens-nés vivent tout un choc culturel: ces gens arrivent dans un pays nord-américain, mais surtout, au quotidien, ils doivent composer avec une joyeuse mosaïque de cultures. Le défi d'adaptation à la multiethnicité de leur nouveau lieu de résidence est donc tout aussi réel pour eux-elles que pour l'étudiant-e de Victoriaville qui vient s'installer à Montréal.

Pourquoi privilégie-t-on malgré tout de s'installer d'abord dans Côte-des-Neiges? Alice l'explique ainsi: «À cause bien sûr de raisons bien concrètes comme la disponibilité de services gouvernementaux plus adaptés à leurs besoins, de la présence de groupes de leur communauté culturelle, des boutiques et des magasins qui leur permettront de se procurer des aliments auxquels ils sont habitués. Mais je pense que ça peut aussi s'expliquer par le fait qu'il est plus facile de vivre sa différence entre gens différents. C'est plus facile d'être minoritaire parmi d'autres minorités que parmi la majorité.»



ISABELLE ET CE QUARTIER «FASCINANT» PAR SES DIFFÉRENCES

«Je suis vraiment fascinée par ce quartier», nous confie Isabelle, qui depuis trois ans travaille aux services de première ligne du *Projet Genève*. «Je me fais encore surprendre à tous les jours par ce que je découvre. Nos façons de penser, nos codes sont tellement différents...» Les anecdotes révèlent souvent toute l'ampleur de ces différences. Isabelle raconte ainsi l'histoire de cette famille qu'elle a visitée récemment et qui vivait toute «cordée» dans la même pièce d'un logement, gardant vide et bien propre l'autre moitié du logement... en attente de l'autre famille qui, «immanquablement», viendrait occuper ce «grand» logement! «Habités à un autre mode de vie, ils ne comprenaient pas qu'ils pouvaient utiliser une chambre pour les parents et l'autre pour les enfants.»



Comme tant d'autres immigrants-es, Isabelle aussi est «débarquée» à Côte-des-Neiges. Élevée à Belœil et à Saint-Hyacinthe, elle vient d'un milieu, selon ses propres termes, «plutôt blanc pâle!» «Ça n'a pas de bon sens, j'avais jamais vu un immigrant avant l'âge de 20 ans. Ça m'a fascinée en arrivant à Montréal. Comment ça se faisait que j'en avais pas vu avant? Je me demandais, "cout'donc, y'ont-tu le droit de sortir de Montréal?"»

25 ANS
D'EXPÉRIENCE

ÇA COMPTE

ACTIF	9,614,53	18,999,65
PASSIF	9,614,52	18,999,65
SOLDE	0,01	0,00

ACTIF	18,828,14	12,793,85
PASSIF	18,828,14	12,798,85
SOLDE	0,00	0,00

Gosselin + Associés

COMPTABLES AGRÉÉS

1415, RUE JARRY EST. BUREAU 420,
MONTREAL (QUEBEC) H2E 1A7
TÉLÉPHONE : (514) 376-4090

E
N
T
R
E
V
U
E

Les syndicats partenaires du développement économique et social de nos quartiers



Conseil des travailleurs et travailleuses
du Montréal métropolitain (FTQ)

1010, rue de Liège, bureau 020, Montréal, (Québec) H2P 1L2
Tél: (514) 387-3666 Téléc: (514) 387-4393

Fédération nationale des associations de consommateurs du Québec

1212, rue Panet • Montréal (Qué) H2L 2Y7 • tél (514) 521-6820

ACEF DE L'ESTRIE

187, rue Laurier, bur. 201
Sherbrooke (Qué) J1H 4Z4
tél (819) 563-8144

ACEF DE GRANBY

371, rue St-Jacques
Granby (Qué) J2G 3N5
tél (514) 375-1443

ACEF HAUT ST-LAURENT

28, rue St-Paul, bur. 111
Valleyfield (Qué) J6S 4A8
tél (514) 371-3470

ACEF DE QUÉBEC

570, rue Roy
Québec (Qué) G1K 2X2
tél (418) 522-1569

ACEF RIVE-SUD DE MONTRÉAL

18, rue Montcalm
Longueuil (Qué) J4J 2K6
tél (514) 677-6394

Des groupes qui défendent vos droits.

V O n ° 253 • MARS - AVRIL 1995

UN RÉSEAU DE RÉSEAUX ÉLECTRONIQUES: LA VIE INTERNAUTE OU L'ÈRE DU PITON ÉPISTOLAIRE

ANDRÉ BÉLANGER

CRRRR... TSHIII... CRRR... TSHIII...
BIP! POUR DES MILLIONS DE PERSONNES, CE CHUINTEMENT TYPIQUE DU MODEM EST DEVENU AUSSI FAMILIER QUE LE BRUIT D'UNE VOITURE OU DU TÉLÉPHONE. IL LEUR ANNONCE QU'ELLES VONT BIENTÔT PÉNÉTRER DANS LE PREMIER VILLAGE ÉLECTRONIQUE GLOBAL À L'ÉCHELLE PLANÉTAIRE, L'INTERNET.

Avec ses 10 à 35 millions d'abonnés-es et son taux de croissance phénoménal de 10% par mois, ce réseau de réseaux relie des millions d'ordinateurs entre eux. Pour qui maîtrise l'anglais (!), il offre, pour environ 1\$ par jour, la possibilité d'échanger du courrier électronique, d'émettre des informations et des opinions aux quatre coins de la planète, ou de consulter des centres de documentation un peu partout sur le globe. Aucuns frais d'interurbain, aucune règle formelle, aucune censure.

Une chose est sûre toutefois: l'honnête citoyen-ne s'y abonne pour puiser dans ses innombrables banques de données, fouiller dans ses bibliothèques virtuelles ou obtenir de l'information auprès de spécialistes. Mais la même personne s'y accroche parce qu'elle y trouve des amis-es, des confidents-es et qu'elle participe à la vie d'une grande communauté, avec ses règles, son éthique, son langage.

Et la Place Royale de cette mégapole virtuelle vibre au rythme de plus de 10 000 *newsgroups* ou conférences. Tous

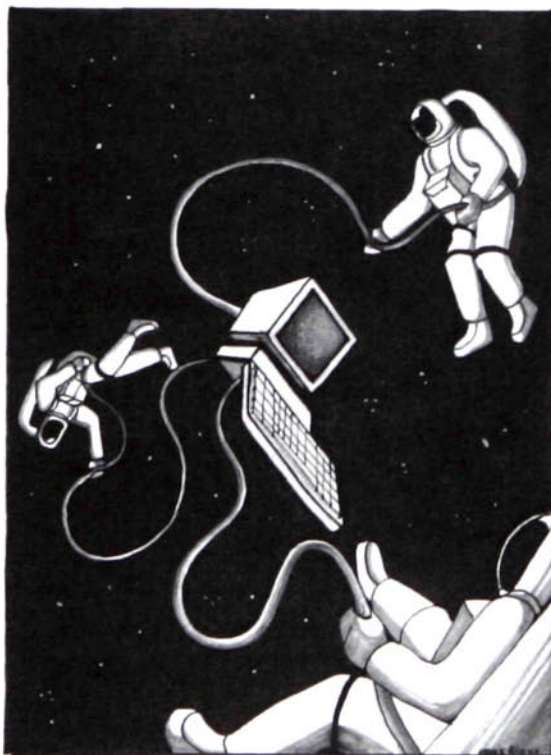


ILLUSTRATION DENIS RIOUX

les sujets y sont traités, depuis les dernières variations de l'indice Dow Jones, en passant par les vampires, et jusqu'à la masturbation.

Le *Net*, comme l'appellent les habitués-es, est le royaume des voyeurs-ses. On peut s'y balader d'un sujet à l'autre, sans laisser de traces et en toute... indiscrétion. Les internautes de longue date appellent cela faire du *lurking*, c'est-à-dire rôder. Au diable les scrupules, je me tapis derrière mon terminal d'ordinateur et je commence un discret survol des conférences.

S'ACCROCHER

Premier arrêt: le groupe *Alt.Suicide.Holiday*. Un bruyant «ahhh! help me!»

accueille le rôdeur. «Je suis suicidaire... et je le suis depuis les cinq dernières années, écrit R. Dhir de Carleton en Ontario. C'est bizarre... et très épouvantable. Je ne veux rien savoir d'un psy (*bloody shrink*)... Les deux derniers ne m'ont pas aidé du tout. Est-ce qu'il y a quelqu'un?? J'ai besoin d'aide.»

Quelques heures plus tard, une enfilade d'articles vient soulager le désespéré. «Ta douleur est réelle. Les psy sont des *dumbfucks*, *quacks* et ne valent en général rien. Ne les écoute pas. Tu es le bienvenu chez nous», lance quelqu'un. Maniant l'humour, il poursuit: «En t'affichant dans ce groupe, tu entreprends un voyage dans un monde fou, dément, névrotique où on ne retrouve que douleur, tristesse et souffrance. Mais ne t'en fais pas, on va prendre soin de toi.»

Le message a porté. R. Dhir apparaît un peu plus tard dans une autre discussion. Il fait pleinement partie de la famille maintenant: il est accroché. C'est cette chaleur humaine, cet accueil fondé sur les intérêts communs qui constitue la recette gagnante de l'*Internet*.

LE CONFIDENTIEL

Les négligés-es et les âmes seules de ce monde y ont fait leur nid. Par le réseau, elles peuvent se rencontrer, échanger, discuter, sans jamais risquer d'être retracées, sinon que par leur adresse électronique. Certains-es utilisatrices du *Net* offrent même un service gratuit de renvoi de message: vous faites parvenir votre message à leur ordinateur qui, lui, le transmet au véritable destinataire. L'adresse qui apparaît sur l'en-tête des messages est alors celle de l'ordinateur qui sert de relais. Impossi-

Les internautes défendent un idéal libertaire: pas de contraintes, pas de règles, pas d'interdictions.

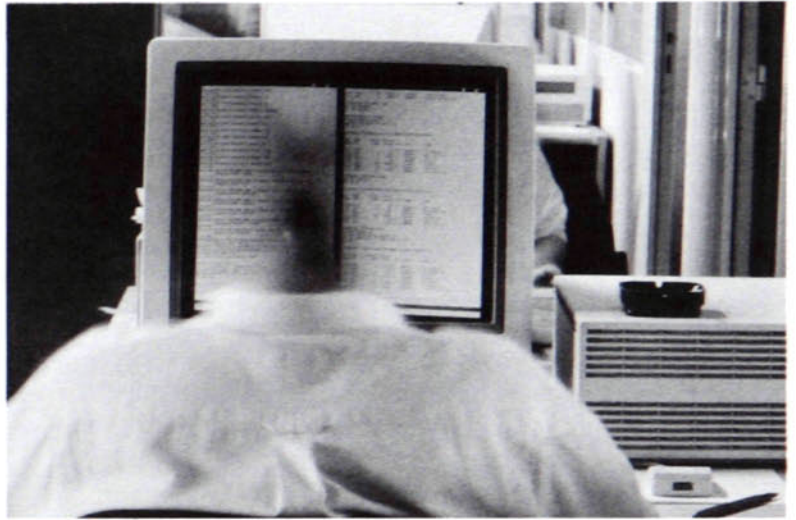


PHOTO ARMAN MOLAVI

ble donc de retracer le diffuseur du message.

Les conférences comme *alt.sex.bestiality* ou *alt.sex.fetish.diapers* sont peuplées de ces internautes fantômes. «Les pieds qui ne me plaisent pas, pour moi, ils sont dégoûtants. En fait, ma répulsion pour les mauvais pieds est aussi intense que mon attirance pour les beaux pieds.»

Tiendriez-vous de telles discussions dans un bureau? Dans la conférence *alt.sex.fetish.feet*, c'est tout à fait normal.

Dans certains cas, les conférences jouent un rôle social de premier plan. Le *Queer-campus* et le *GayNet* sont deux lieux virtuels pour les adolescents-es homosexuels-les. Offertes sur le réseau privé

*America Online**, elles permettent à des ados gais de rencontrer d'autres gais, ailleurs que dans les bars. Aujourd'hui, plusieurs y vivent leurs premières expériences sexuelles... virtuelles.

UNE ÉTHIQUE SPÉCIALE

Les internautes défendent un idéal libertaire: pas de contraintes, pas de règles, pas d'interdictions. Malgré cette souplesse, les maniaques n'y font pas long feu. Un article anonyme d'un jeune gai de 17 ans paru sur AOL résume bien le sort réservé aux «prédateurs» sexuels qui s'y baladent. →

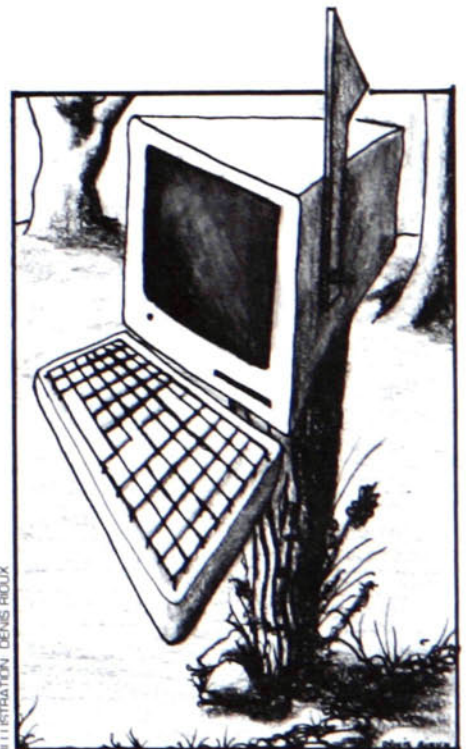
L'INTERNET: OÙ SONT PASSÉS LES GROUPES COMMUNAUTAIRES?

Ghyslaine Jacques de l'Entraide missionnaire est une militante branchée. Le café à peine entamé, elle allume son ordinateur et se branche au réseau Web, une organisation d'un réseau collectif virtuel progressiste reliant 20 000 personnes de 133 pays.

Contre un abonnement de 180\$ par année et des frais de 3\$ la minute, elle obtient toutes les semaines des nouvelles fraîches du Brésil et du Nicaragua et peut accéder à l'Internet. Le Web, c'est la section canadienne et cubaine de l'Association for Progressive Communications, un collectif international de réseaux informatiques mis sur pied par les groupes communautaires il y a de cela cinq ans. L'APC est au Web ce qu'une centrale est à ses syndicats, leur offrant des services communs.

Pourtant, Ghyslaine se sent plutôt seule sur le réseau. Seulement 29 groupes québécois y sont abonnés et peu d'entre eux se servent activement du réseau. Le mouvement communautaire québécois a pourtant manqué une bonne occasion de développer son propre réseau télématique. Le projet de réseau francophone *Agora*, lancé en grandes pompes il y a deux ans, n'a jamais décollé, victime de luttes de pouvoir. Il existe mais reste peu utilisé.

Aujourd'hui, la télématique passe par l'Internet. Dès ce printemps, Montréal aura son *Freenet*, un babillard électronique offrant aux citoyens-nes un accès bilingue, gratuit et communautaire à l'Internet. Québec suivra d'ici peu. Les groupes communautaires prendront-ils place dans le train?



«Le Net, ce n'est qu'un moyen pour atteindre notre but: renverser les gouvernements technocrates, dépouiller la politique de ses artifices et y faire le ménage»

«Il existe des moyens d'affronter les pervers et tous les adolescents les connaissent. On peut ensevelir leurs boîtes postales sous les messages ou les ignorer lorsqu'ils se joignent aux discussions. Nous sommes ni sans défense ni innocents.»

En avril 1994, deux avocats de l'Arizona ont goûté à la médecine de cheval réservée aux fauteurs-ses de trouble. Laurence Canter et Martha Siegel avaient conçu un logiciel diabolique qui leur permettait de diffuser leur publicité partout sur le réseau. Grave entorse à la règle implicite numéro 1 de l'Internet: la publicité et les activités commerciales sont interdites.

En quelques heures, l'ordinateur des deux avocats était enseveli sous des milliers de lettres de protestation. Frondeurs, ils ont récidivé. Cette fois-ci, la contre-attaque du réseau a été impitoyable, faisant *crasher* le serveur (gros ordinateur) avec lequel ils étaient reliés à l'Internet. Débordé, le gestionnaire du serveur a décidé de les débrancher.

À DROITE

Le Net compte tout de même son lot de personnes racistes, sexistes, voire violentes, mais elles se tiennent cantonnées dans leurs conférences. Quant aux mouvements extrémistes religieux ou politiques, ils n'y sont à peu près pas présents.

Ceux-elles qui cherchent à fomenter la haine risquent fort d'opter pour des babillards électroniques* moins courus et surtout à l'abri des regards de millions de personnes. De tels babillards existent certainement, mais ils ne sont pas sur le Net. Et même ceux qui le sont (comme *alt.flame.faggots*, qui en-

tretenient la haine contre les homosexuels) ne sont en général pas autorisés par les fournisseurs d'accès Internet.

ENTRE L'UTOPIE ET LES POUVOIRS

Tiens, un coup d'œil sur la conférence *news.announce.newgroups* m'apprend qu'un vote a eu lieu et que la confé-

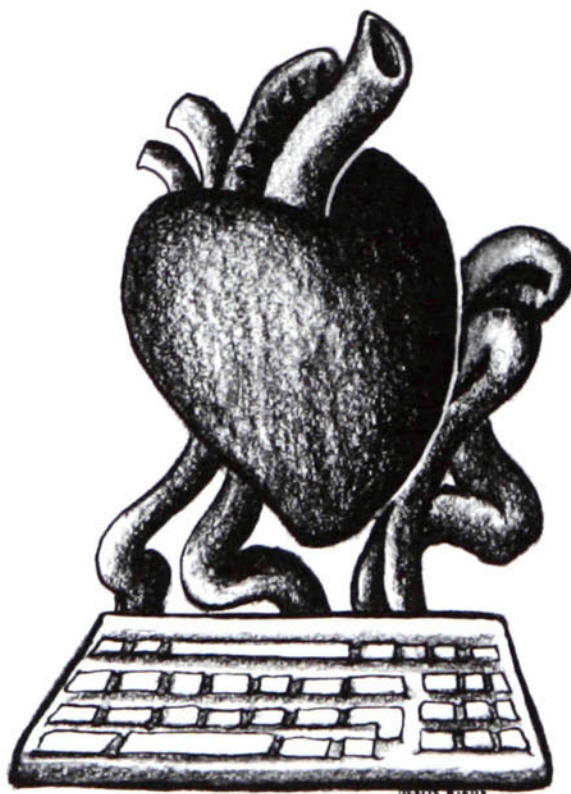


ILLUSTRATION DENIS RIOUX

rence *rec animals wildlife* pourra être implantée. C'est ainsi pour tous les projets de conférences. Tout ajout ou modification importante de la structure du Net est soumise à une consultation populaire et sera rejetée s'il y a trop d'opposition. C'est un peu ça la démocratie du Net.

Et pour la préserver, des militants-es virtuels-les qui veillent au grain: ce sont les membres de l'*Electronic Frontier Foundation* (EFF) basé à Washington. Il s'agit d'un véritable Club des millionnaires, puisque l'EFF est dirigé par d'anciens

★ PETIT LEXIQUE DE L'AUTOROUTE

Il existe plusieurs types de réseaux. Les voici:

Internet

Réseau planétaire composé de milliers de plus petits réseaux d'ordinateurs (universités, gouvernements, etc.) qui s'est constitué à partir de 1969 et qui rejoindrait aujourd'hui entre 15 et 40 millions d'utilisateurs.

Babillard électronique (BBS)

Les BBS sont des réseaux beaucoup plus petits, souvent confinés à une ville ou à une région. Un babillard ne donne habituellement pas accès aux autres réseaux, notamment l'Internet.

Serveur commercial

Des entreprises à but lucratif animent leurs propres réseaux informatiques. On y retrouve le même genre de services que sur l'Internet, sauf qu'ils sont beaucoup mieux organisés, structurés et... plus chers. Avec ses deux millions d'abonnés-es, *CompuServe* est le plus grand des serveurs commerciaux, suivi par *Prodigy* (un peu moins de deux millions), *America Online* avec 1,5 million et *Genie* avec un demi million de membres.

Serveur communautaire

C'est le cas du Web.

nes hippies qui ont fait fortune dans l'informatique durant les années 1980, dont son directeur et co-fondateur Mitch Kapur, ex-président du fabricant de logiciels Lotus. «Le Net, ce n'est qu'un moyen pour atteindre notre but. Et ce but, c'est de renverser les gouvernements technocrates, dépouiller la politique de ses artifices et y faire le ménage», résumait-il lors d'une entrevue accordée à la Bible des branchés, le magazine états-unien *Wired*.

Mais les utopies résistent mal aux réalités économiques. Et la joyeuse anarchie qui règne sur l'Internet est menacée. D'ici trois ans, son principal bailleur de fonds, le gouvernement états-unien, aura coupé les vivres. De plus, les entreprises entrent en masse sur le réseau et le détournent de sa vocation communautaire, espérant tirer profit de ce monstrueux marché de 35 millions de personnes. ↴

LA LANGUE DES SCIENCES: LE FRANÇAIS MICROSCOPIQUE

S'ANGLICISER GLOBALEMENT, S'ANGLICISER LOCALEMENT

AFEF BENEISSAIEH

LE FRANÇAIS, RÉSERVÉ AUX BELLES LETTRES ET AU FANATISME DE QUELQUES FRANCOPHILES DÉCONNECTÉS? DANS LE DOMAINE DES SCIENCES PURES ET APPLIQUÉES, IL EST EN PERTE DE VITESSE, AVEC ET SANS RAISONS...

Aux lendemains de la Seconde Guerre mondiale, avec l'omniprésence états-unienne dans le domaine des sciences et des technologies, l'anglais s'est simplement imposé comme outil international de travail commun pour les scientifiques. Faut-il pour autant en conclure que le français ne vaut pas tripette dans les sciences pures et appliquées?

Au Québec, nombre de chercheurs-es trouvent la pilule dure à avaler. Que publier en anglais soit garant de visibilité dans le monde des sciences, soit, mais que dans le travail quotidien il soit de bon ton d'employer l'anglais, cela dépasse leur entendement. «L'anglais est une langue de production et on ne peut pas y faire grand chose», estime Pierre-Étienne Laporte, président du Conseil de la langue française. «Mais s'il faut que ça déborde au point que l'enseignement des sciences se fasse en anglais, je pense que c'est excessif».

Le français, langue du quotidien, est-il en péril? Ou bien son effacement se restreint-il aux publications, desquelles il est de plus en plus évacué?

LA RÉPUBLIQUE ANGLOPHONE DES SCIENCES

Au-delà du simple enjeu idéologique de lutte contre l'américanisation de la société québécoise, défendre l'usage du français dans les sciences est surtout une question d'identité culturelle, pour les chercheurs-es. Publier en anglais est un problème secondaire, parce que quasi impératif. Par contre, parler français

dans la vie de tous les jours est un enjeu, voire une cause.

Lors d'un colloque réunissant universitaires et chercheurs-es, qui s'est déroulé le 11 novembre 1994, Michel Bergeron, rédacteur en chef de la revue *Médecine-Science* et professeur au département de physiologie de l'Université de Montréal, a partagé ses réflexions avec l'auditoire sur la question de la langue des sciences. «Dans les sciences, toutes les langues autres que l'anglais sont en péril, a-t-il dit. L'utilisation du français pour penser et pour présenter la science reste donc pour nous, enseignants, chercheurs ou citoyens une ardente, une vitale nécessité.»

Tout en défendant volontiers l'usage du français dans les sciences, le professeur engagé refuse d'en faire un cheval de bataille. Pour lui, il convient de faire la distinction entre ce qu'il appelle la langue de la «République de la science» et la langue des sciences. La «République de la science» désigne la communauté scientifique mondiale, une poignée d'individus qui ont besoin d'une langue commune pour communiquer entre eux.

La langue des sciences, celle qui nous intéresse, est la langue utilisée par les chercheurs-es dans leur quotidien. Elle est nationale et synonyme d'identité à préserver dans le rapport à l'autre. «La

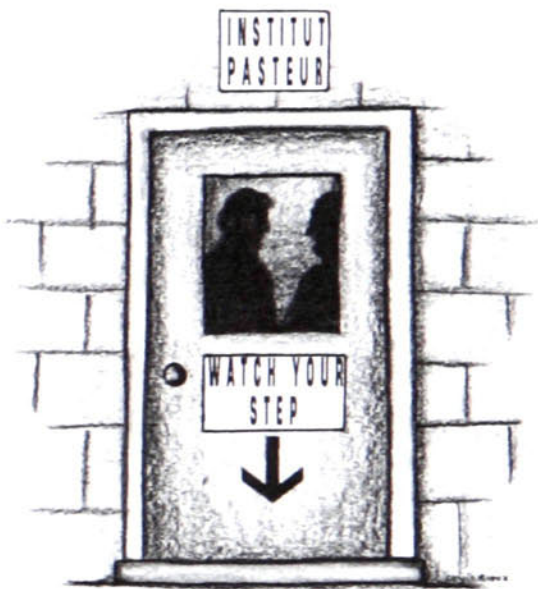


ILLUSTRATION DENIS ROLIX

(FRANCE) LOWER NORMANDY
FLERS HOSPITAL CENTRE
GENERAL PSYCHIATRIC DEPARTMENT

seeks a full time

**PSYCHIATRIC
PRACTICIAN**

INFORMATION FROM:
Madame le Docteur OURY
Head of Department, Tel. 33 64 44 61

APPLICATION TO (ref. PP/LR):
Monsieur DOUCET, General Manager
rue Eugène Garnier, 61100 Flers, France.
Tel. 33 62 62 41

Offre d'emploi parue dans le magazine français et francophone La Recherche...

LA LANGUE DES SCIENCES... EN CHIFFRES

- Au Québec, 72% des publications scientifiques se font en anglais, avec un sommet de 90% pour les sciences physiques et mathématiques.
- En sciences de la nature et appliquée, les publications sont faites à 86% en anglais, comparativement à 32% en sciences humaines.
- Les chercheurs-es québécois-es publient à 46,2% aux É-U, contre 10,2% seulement en France, et 10,4% au Canada, 12,1% en Angleterre.
- Des dix revues considérées comme les plus prestigieuses par les chercheurs-es québécois-es,

cinq sont canadiennes, quatre états-uniennes et une néerlandaise. Toutes sont anglophones.

- Parmi les dix revues les plus utilisées pour publier, autant en français qu'en anglais, six acceptent des textes dans les deux langues. Là encore, c'est le choix des chercheurs-es pour l'utilisation de l'anglais qui intervient, puisqu'ils ont la possibilité d'utiliser leur langue maternelle.

(Source: Conseil de la langue française, *Le français dans l'activité scientifique et technique*, Quatre études, DRAPEAU, A.J., ROCHER, F., GAGNÉ, F., RIVEST, F., Gouvernement du Québec, 1991, 276 p.)

langue, qu'on le veuille ou non, est structurante de la pensée, dit-il. Il serait vraiment dommage que nos étudiants qui parlent français ne puissent pas se servir de leur langue maternelle qui est l'outil de connaissance le plus performant qu'ils possèdent.»

Dans le secteur public, comme les pharmacies ou les laboratoires de recherche d'hôpitaux, les chercheurs-es ne voient pas réellement de problème immédiat pour leur langue d'usage. Ils-elles causent français sans avoir à chicaner pour cela. Leurs publications, toutefois, sont inévitablement anglophones. «On ne sent pas menacés de l'intérieur, ni dans nos pratiques courantes», affirme le Dr. Martine Raymond, directrice du laboratoire en biologie moléculaire des levures de l'hôpital St-Luc. «Par contre, c'est sûr que nos publications se font en an-

glais. Écrire dans une autre langue que la mienne, je l'ai accepté assez rapidement. Ne serait-ce que pour pouvoir aborder d'autres chercheurs.»

QUESTION D'OUTIL OU DE FEELING

Au total, chiffres à l'appui et toutes disciplines confondues, 72% des articles publiés par des chercheurs-es québécois-es sont écrits en anglais. Cela tiendrait à la fois à une question de visibilité, de prestige et... d'obligation. «C'est une question d'audience, plaide Martine Raymond. Si on avait le choix, je pense que pour la plupart, on publierait en français.» Il faut non seulement être compris par ses pairs, de manière à être cité, mais aussi publier dans des revues de qualité, qui sont anglophones pour la plupart.

L'argument favori des défenseurs de l'anglais, comme langue scientifique, est sa simplicité et son accessibilité. «Il est facile d'écrire des communications scientifiques en anglais», affirme Arkady Kunysz, chercheur au département de physique à McGill. «Il se trouve aussi que la plupart des grandes revues scientifiques sont anglophones. Par la force des choses, les chercheurs publient donc en anglais. Ils ont un besoin fondamental de communiquer, pour faire connaître leurs recherches et aussi pour éviter de refaire les mêmes travaux que d'autres.» L'homme-la femme de science, qui veut avant tout être compris-e de ses pairs, penche donc pour l'utilisation d'une langue qui lui con-

La «République de la science» désigne la communauté scientifique mondiale, une poignée d'individus qui ont besoin d'une langue commune pour communiquer entre eux.

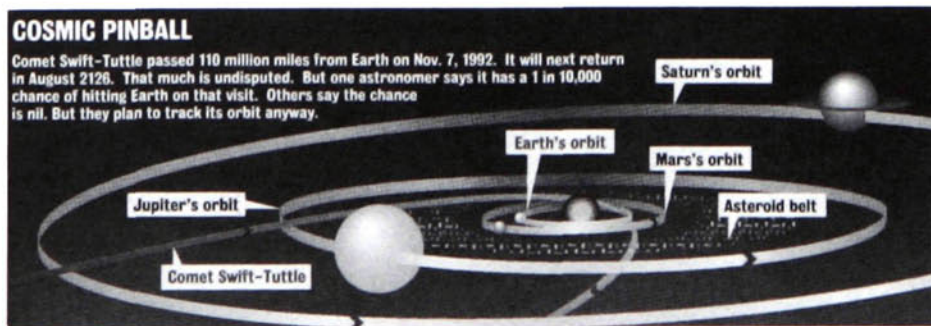


ILLUSTRATION DIXON ROHR

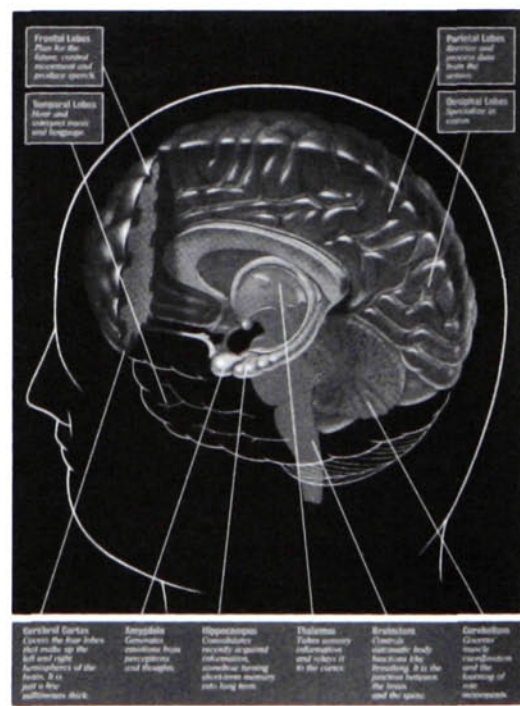


ILLUSTRATION LWEIS E. CALVER

À L'INSTITUT PASTEUR

Conséquence incontournable de la présence prépondérante des anglosaxons dans les domaines scientifiques, l'anglais détrône largement le français, même en France. En 1991, le prestigieux Institut Pasteur parisien a radié de ses publications l'usage du français. Ce qui n'a pas été sans soulever l'ire des chercheurs-es de la francophonie.

Au Québec, le Conseil de la langue française a rapidement subventionné une enquête sur la situation du français dans les sciences et la technologie. Les constats sont clairement pessimistes et les recommandations ne manquent pas de se faire fermes. Le gouvernement doit subventionner les publications scientifiques francophones, la coopération inter-universitaire et la promotion du français dans l'enseignement.

vient. Inutile d'y voir un choix politique. Les scientifiques rencontrés ont tous la même réaction d'agacement: l'anglais est un outil. Son utilisation n'est pas une conspiration! Qu'on se le tienne pour dit.


DES SOLUTIONS... DES SUBVENTIONS

Carrière, visibilité, langage commun, tels sont les principaux arguments en

faveur de l'anglomanie scientifique. Faut-il baisser les bras devant la raison et l'évidence? Que nenni, répondent les intéressés-es. «Ceux qui se battent pour publier en français sont conscients que si on ne publie qu'en anglais, le français deviendra une langue morte», rétorque vivement Sophie Malavoy, rédactrice en chef de la revue *Interface*.

Pour que le français dispute sa place dans l'arène des sciences, il doit être,

sinon devenir, un outil de travail constamment affûté. Ainsi, une solution au dépérissement du français serait de subventionner la publication annuelle et constamment révisée d'un lexique scientifique, auquel les chercheurs-es pourraient se référer. «La prépondérance de l'anglais dans les sciences fait que le français perd considérablement de sa valeur au point de vue de sa modernité», estime Pierre-Étienne Laporte. «Tout un champ de la terminologie technique lui échappe, et le français devient une langue dépassée, incapable de rendre compte des nouveaux concepts scientifiques.»

Il semblerait que des décisions politiques soient nécessaires. Nos ministères de la science et de la technologie, de l'industrie et de la culture pourraient, par exemple, mettre une condition sur l'attribution des subventions aux chercheurs-es québécois-es. Celle-ci se traduirait par un «quota» minimal de publications francophones. Ainsi, un-e chercheur-e se verrait encouragé-e à publier en français et y trouverait avantage, financièrement parlant, dans les subventions à la recherche qu'il-elle recevrait. 



Fédération des professionnelles et
professionnels de l'éducation du
Québec (CEQ)

Au service des jeunes et des adultes
dans les commissions scolaires.

9405, rue Sherbrooke Est - Montréal H1L 6P3
Tél.: (514) 356-0505 Téléc.: (514) 356-1324

FQPPU

Fédération
québécoise
des professeures
et professeurs
d'université

4446, boul. Saint-Laurent, bureau 405
Montréal (Québec) H2W 1Z5
Tél.: (514) 843-5953
Télécopieur: (514) 843-6928



Alliance des professeurs
et professeurs de Montréal (CEQ)

*Dans une société pluraliste,
l'école laïque
est la seule option
pour que tous les enfants
soient égaux
... et ensemble!*



CHRONIQUE INSOLENTÉ

NICOLE BRAIS

OPÉRATION CHARME AU 1080

La vie est un grand fleuve tranquille... à Québec. Du moins, il en était ainsi jusqu'à ce que la Chambre de commerce ne prenne les choses en main et offre au tandem Parizeau-Lapointe une magnifique résidence bien connue maintenant comme le 1080 des Braves.


La résidence et ses occupants défraient régulièrement la chronique. Après le débat au plan national sur l'à-propos d'un tel cadeau de la part de la Chambre de commerce et sur la géographie du site (fédéral ou provincial?), sur la scène locale on a vu un illuminé commander à un taxi de le mener au 1080, histoire d'attenter à la vie de Parizeau. La maison est ensuite devenue le site d'une manifestation pour les mal-logés... Que d'animation tout d'un coup dans le grand village!

Voici que maintenant le 1080 défraie la chronique culturelle. C'est qu'on y tient

régulièrement des «5 à 7». Je ne sais pas si la Chambre de commerce s'était réservé un droit de regard sur les fréquentations permises dans sa luxueuse demeure. Toujours est-il que le jour même où les groupes de pression de la région de Québec manifestaient contre la réforme Axworthy, ils étaient invités, dans le cadre d'un de ces «5 à 7», à venir rencontrer personnellement Jacques Parizeau et Lisette Lapointe qui, en passant, est conseillère en action communautaire.

Voyant là l'occasion de percer le mystère qui entoure toujours le Secrétariat à l'action communautaire, les groupes ont répondu positivement à l'invitation. On avait ratissé large, donnant plus dans le charitable que dans la pression. Il y avait là Monseigneur Couture et le presque aussi célèbre André Chouinard, animateur à Radio-Canada et organisa-

teur du Noël des enfants, Monsieur le Maire de Québec lui-même (pourquoi lui?), Robert Gillet, un autre animateur de radio (et lui?)... Sachez que les médias font de l'action communautaire et que la promotion des Jeux olympiques entre aussi dans cette catégorie.

Enfin, il paraît que les hôtes étaient charmants, que la robe de Lisette ne venait certainement pas d'un vestiaire de la St-Vincent-de-Paul. Le vin coulait d'abondance, les amuse-gueules ont satisfait les fines bouches comme les grandes gueules. Les représentants de Moisson Québec sont repartis avec les restes sous le bras. Certains ont profité de ce contact privilégié pour *plugger* un ou deux dossiers. Les vrais de l'action communautaire se sont révélés en ce qu'ils ont été les derniers à partir... Quant au mystère du Secrétariat, il est plus difficile à percer que celui de la Bleue! 



**Ne manquez pas dans le prochain numéro...
Mai-juin 1995**

LE MAGAZINE DE VIE OUVRIÈRE

ENTREVUE:

Dédé Fortin 

le chantre des Co-Locs

DOSSIER: 

L'état et le communautaire

UN MARIAGE DE RAISON

La formation, un atout pour l'action!

Production vidéo ♦ Formation ♦ Location de salles



1212, rue Panet, Montréal, Qué. H2L 2Y7
Tél. (514) 524-3561

VO n° 253 • MARS-AVRIL 1995

Sonia-Pascale, *Plan de nègre, récit*, VLB éditeur, 1994, 233 p.

Sonia-Pascale est l'auteure d'un récit échevelé, celui de sa vie. Alors que sa vraie mère et son père adoptif sont blancs, Sonia-Pascale, elle, est noire. Bien que sa famille lui offre le confort matériel, elle est violentée et souffre. L'adolescence de cette enfant meurtrie aboutira, presque fatalement, à la délinquance. Finalement, à 15 ans, comme sa mère, elle donnera naissance à une petite fille. Blonde aux yeux bleus. Boucle bouclée. Sonia-Pascale, malgré tout, veut encore croire à la vie, au bonheur possible. Elle en témoigne.

On voudrait éprouver plus de sympathie, on voudrait mieux suivre son cheminement, mais la construction du récit ne nous y aide guère. L'écriture est maladroite et ses mots traduisent mal la détresse et la souffrance. En fin de compte, le récit, plutôt que de communiquer l'émotion, crée une distance entre la narratrice et son lecteur. Dommage.

LE RACISME ORDINAIRE

DIANE BRULOTTE

Je ne suis pas raciste,

mais...



Collectif des femmes immigrantes du Québec, *Je ne suis pas raciste, mais...*, Cahier de réflexion et de sensibilisation sur les relations interculturelles, 1994, 98 p.

Il s'agit d'un outil d'intervention pédagogique intéressant dont la qualité de la présentation est à souligner.

La deuxième partie du document, la plus considérable, est constituée de témoignages recueillis auprès de personnes s'identifiant à sept communautés culturelles, dont celle de la majorité (québécoise), lors d'une série de rencontres qui se sont tenues à Montréal en 1993. Les propos sont riches et les thèmes variés. La lecture en est intéressante et suscite effectivement la réflexion. Le cahier peut être utilisé par des individus ou des groupes, pour lesquels les thématiques peuvent servir de base à des discussions.

Par contre, la première partie présente un mélange de volet historique qui ne sert qu'à démontrer combien nous avons été méchants-es, une section média assez courte et une section bande dessinée qui s'attaque sans ménagement à Tintin. Or, Hergé n'est quand même pas la BD à lui tout seul. On aurait pu également citer, en contrepartie, d'autres BD.

Ceci dit, l'ouvrage vaut le détour et offre une intéressante bibliographie à ceux et celles qui veulent poursuivre la réflexion.

Denis BLONDIN, *Les deux espèces humaines, Autopsie du racisme ordinaire*, Coll. La Parole et le Geste, Éd. La pleine lune, 1994, 298 p.

Quant à notre petit *mais* du racisme ordinaire, il révèle des origines institutionnelles lointaines et bien enracinées. L'anthropologue Blondin nous propose une autopsie de l'ethnocentrisme occidental. Analyse du Nous, cette représentation mentale de l'*homo sapiens* évolué, géniteur de la plus grande civilisation. Celui-là même, devant l'Autre, n'importe quel Autre, n'ayant pas pu, ou pas su, évoluer. Homo sapiens minus, en quelque sorte, à la remorque de La civilisation occidentale.

Bien que théorique, l'analyse de l'auteur est exposée avec clarté et illustrée d'exemples pertinents. Sa lecture est facile et stimulante. Il réussit dans cet essai à démontrer, une à une, les contradictions d'un discours occidental si bien intégré qu'on n'en questionne plus le fondement.

Denis Blondin développe une réflexion décapante sur l'espèce, la race et la culture, qui nous ramène à l'essentiel et propose en échange de ce Nous mythique et démesuré un «nouveau paradigme homosapienniste» afin «que les cultures cessent d'être des objets pour devenir plutôt des manières d'être humain, c'est-à-dire des organes de communication et de pensée en perpétuelle reconstruction, sur un fond de commune humanité.»



**LES DEUX
ESPÈCES HUMAINES**

Autopsie du racisme ordinaire

Denis Blondin



la pleine lune

PHOTO DANIEL S.-LEGAULT



LES NOMADES IMMOBILES

«DEPUIS QU'Y ONT CONSTRUIT LE CENTRE D'ACHATS...»

DE L'EXTÉRIEUR, ON ENTEND TOUJOURS PARLER DE SA NATURE, JAMAIS DE SES GENS. IL FAUT DIRE QUE SA NATURE EST SUPERBE. C'EST SOUVENT COMME TOURISTE D'ÉTÉ QUE LA CÔTE-NORD NOUS EST CONNUE.

LES AUTRES SAISONS, SES GENS SONT SEULS ENTRE EUX, TRAVAILLENT, OU CHÔMENT POUR LA PLUPART, AU GRÉ DES MÉGAPROJETS INDUSTRIELS. DE DÉCENNIE ET DÉCENNIE, DE CRISE EN BOOM ÉCONOMIQUE, LA POPULATION BLANCHE SE NOMADISE DONC, PISTANT LE TRAVAIL DISPONIBLE. LA MAIN-D'ŒUVRE EST MOBILE. LES MAISONS SONT MOBILES. DEPUIS 60 ANS, LES REGROUPEMENTS DE POPULATION BLANCHE SE FONT EN DEUX TEMPS: 1° LA CONSTRUCTION (VOIE FERRÉE, PAPETERIE, BARRAGE ÉLECTRIQUE, USINE DE MÉTAUX), ET 2° LA PRODUCTION ET LA MAINTENANCE.

SUR LA CÔTE-NORD PLUS QU'AILLEURS, QUAND UNE ÉQUATION OPPOSE EMPLOI ET ENVIRONNEMENT, C'EST TOUJOURS L'EMPLOI QUI GAGNE. L'EMPLOI À TOUT PRIX. L'EMPLOI À COURT TERME.

PENDANT CE TEMPS, SUR DES TERRITOIRES ENCLAVÉS, LES AMÉRINDIENS SE SÉDENTARISENT DE PLUS EN PLUS. ALORS QUE LES BLANCS SE NOMADISENT... DÈS QU'IL Y A DE L'EMPLOI. DRÔLE DE SITUATION.

DOSSIER RÉALISÉ PAR

DANIEL S.-LEGAULT

LA CÔTE-NORD: LA ROUTE EST LONGUE MAISONS ET MAIN-D'ŒUVRE MOBILES

Région d'installations et d'habitations temporaires. Royaume de la roulotte, de la maison préfabriquée rectangulaire grimpée sur une base de béton. Des quartiers en sont pleins, asphaltés pour empêcher les arbres de pousser. Au dessus de Sept-Îles, pas besoin d'asphalter, il ne pousse pas d'arbres de toute façon.

Jusque dans les années 70, les commerces, les lieux publics, la vie sociale, se trouvaient au centre des villes et près du fleuve, dans le plus vieux quartier, asymétrique, caractérisé. Puis un vent de «modernisation» à tout prix a soufflé. Il fallait jeter à terre et reconstruire, en aluminium et en vinyle évidemment. Les vieilles maisons de Sept-Îles qu'on a respectées sont très rares.

Se fie-t-on sur la beauté sauvage de la nature omniprésente autour? Les habitations sont négligées.

En développant leur centre d'achats, les villes se ressemblent de plus en plus. Interchangeables. Esthétique? Pas du tout. Fonctionnel? Peut-être, encore que ça veut dire des villes d'automobilistes, où les contacts humains sont raréfiés. Comme autour des grandes villes de la province, les quartiers résidentiels sont autant de banlieues-dortoirs, où les distances obligent à avoir une auto, pour rejoindre les commerces et services publics.

Les centres d'achats ont assassiné les centres-villes. À Sept-Îles, la rue Brochu s'est déversée dans le boulevard Laure. À Baie-Comeau, les vieux centres-villes sont tranquilles; les commerces et lieux de rencontre se voient serrés le long de la 138. La fusion Baie-Comeau-Hauterive, qui n'est pas entrée encore dans les moeurs et les références orales, voit jouer la même centralisation: Baie-Comeau se vide maintenant au profit de Hauterive. «Tout s'en va à Hauterive»

DANIEL S.-LEGAULT

d'un village modèle, dynamique: Ste-Anne-de-Portneuf.



Un groupe de Port-neuviens (en fait surtout des Port-neuviennes) résiste encore au découragement. Elles brassent des idées, éditent un journal, animent le village, regroupent les gens disponibles. L'ancien gros employeur de la place, un bureau de Consolidated Bathurst, est parti en 1974. Depuis, il faut composer avec l'inactivité.

Plusieurs médias régionaux, dont le journal du Saguenay, ont rapporté la rencontre du

me dit la réceptionniste de l'hôtel quand je cherche un commerce. Baie-Comeau-Hauterive est une grosse ville commerciale qui se déplace de centre d'achats en plus gros centre d'achats.

LE TOURISME

L'été fini, plus de touristes, sauf des voyageurs de commerce et, l'automne, quelques visiteurs pour la chasse et la pêche. À Havre-Saint-Pierre, il n'y a même plus de réceptionniste à l'hôtel. On communique avec lui en sonnant son cellulaire; au besoin, il accourt, probablement de chez lui.

STE-ANNE-DE-PORTNEUF

L'été dernier, le président du Conseil permanent de la jeunesse a rencontré plusieurs jeunes des régions. Un des jeunes s'est aventuré à mentionner le nom

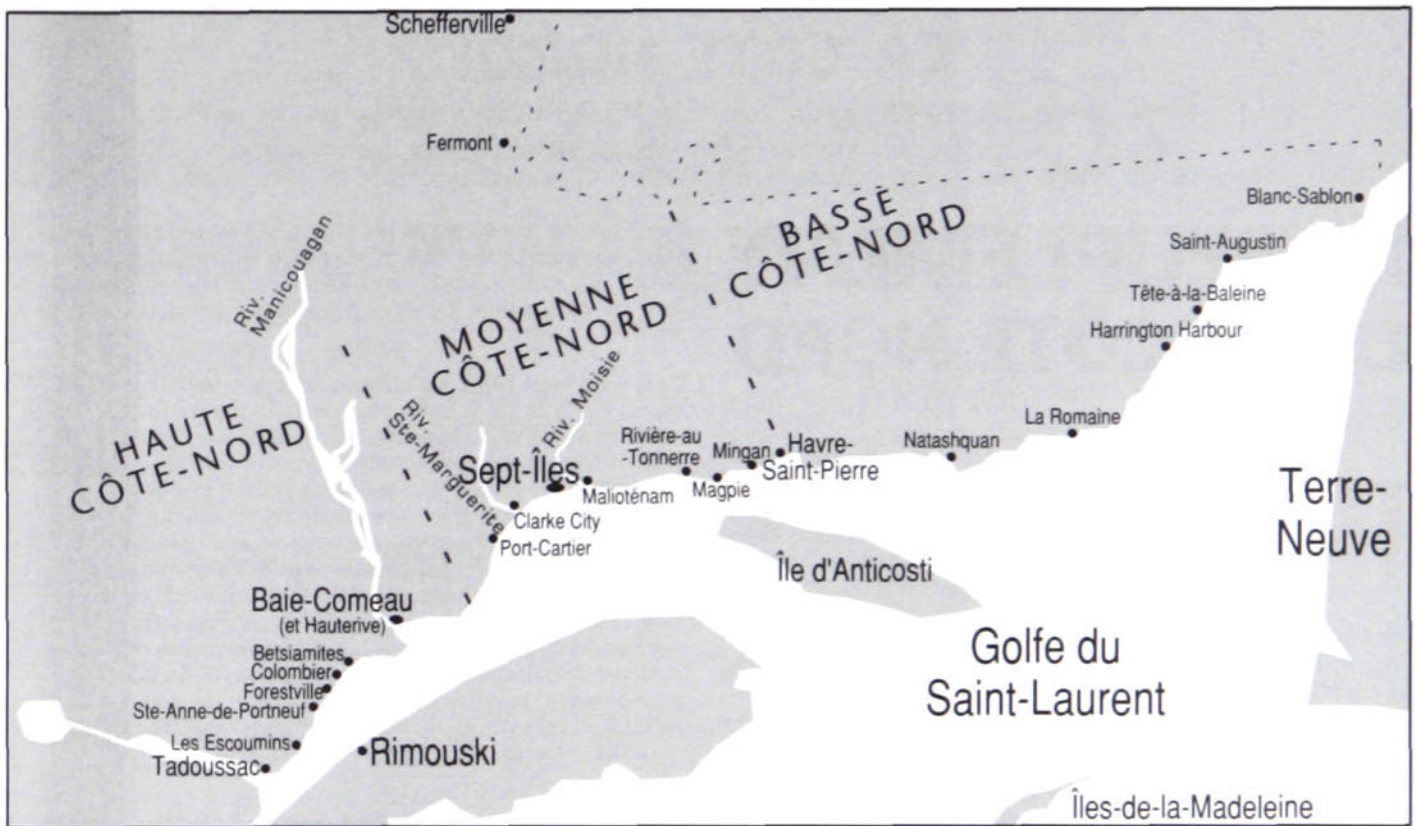
Conseil permanent de la jeunesse et la citation de Portneuf. Une commerçante de Portneuf, à qui j'apprends la nouvelle, part à rire. «Ah oui, on est cités en exemple? Je me demande bien pourquoi. J'ai une fille de 15 ans; elle rêve de s'en aller, elle aussi on va la perdre.» Et la troupe de théâtre qui est installée à Portneuf? «C'est à Tadoussac qu'elle va jouer l'été.» Et la bibliothèque municipale? «À cet âge-là, y trippent pas là-dessus.»

Entre
Tadoussac
et
Bergeronnes.

PHOTOS DANIEL S.-LEGAULT

Une partie de l'immense parc de maisons mobiles de Port-Cartier.





INFOGRAPHIE. DANIEL S.-LEGAULT

Comme dans toutes les régions du Québec, les jeunes étouffent. Peu d'emplois. Et plusieurs se sentent à l'étroit dans la culture d'une petite place. Ils s'exileront nombreux à Rimouski ou à Québec, étudiant dans un premier temps, s'installer dans un deuxième temps.

Entre Tadoussac et Baie-Comeau, les gens ont comme accent un mélange entre celui des Îles-de-la-Madeleine et celui du Lac-St-Jean. À mi-chemin, comme la Côte-Nord, entre la mer et la forêt.

SEPT-ÎLES

Au restaurant, l'animateur de la radio uniforme et omniprésente se plaint de la pluie qui tombe et invite ses chers-

ères auditeurs-rices à aller magasiner chez son annonceur. Par les grandes fenêtres du restaurant, on voit pourtant qu'il fait très beau. Évidemment, la station de radio émet de Rimouski, c'est assez loin... Pourtant, nous ne sommes pas dans un petit village, nous sommes à Sept-Îles.

Je signale la bizarrerie à Richard, un menuisier en chômage. «On est au courant de tous les spéciaux des commerces de Rimouski. C'est certain que quand ils font de la publicité, c'est pour annoncer leurs meilleures aubaines. Les gens d'ici peuvent pas s'empêcher de comparer, et de rêver d'aller magasiner l'autre bord du fleuve.»

LA BASSE CÔTE-NORD

À partir de Baie-Comeau vers le Nord, les motels rajoutent le drapeau de Terre-Neuve. On s'en rapproche.

À partir de Baie-Comeau, la route est un tranche-montagne de plus en plus audacieux. Entre Sept-Îles et Havre-Saint-Pierre, la toundra s'allonge entre les villages. Après les montagnes, le plateau. Pour achever le travail du vent, les cormorans, juchés en haut des ar-

bres, défèquent et font tout mourir.

Après la route, les villages continuent à s'égrener sur le reste de la Côte, mais plus différents (plus isolés) les uns des autres. Il n'y a qu'à savoir les noms des villages de la Basse Côte-Nord pour comprendre qu'il s'agit d'une mosaïque anglophones-francophones-montagnais. Il n'y a qu'en Basse Côte-Nord que les Montagnais-es parlent plus l'anglais que le français. La population anglophone fait finalement 80% de cette sous-région.

Jusque dans les années 60, on faisait du piégeage et du bûchage l'hiver, de la pêche l'été. L'économie est encore faite majoritairement de pêche l'été... et de paiements de transfert les autres saisons.

De Saint-Augustin à Blanc-Sablon, on a beaucoup plus de contacts avec Terre-Neuve qu'avec le Québec. De Havre-Saint-Pierre à Natashquan et Johann Baetz, on monte à Sept-Îles. Plus loin, on descend à Blanc-Sablon, notamment pour l'hôpital.

«Le climat est rigoureux, la nature sauvage, ça fait des personnalités fortes!», me dit Jean-Noël Turbide, qui a longtemps enseigné aux adultes dans les différents villages de cette Basse Côte-Nord.

Jean-Noël Turbide et Pascale.



LA CÔTE-NORD EST LA RÉGION LA PLUS RÉCEMMENT URBANISÉE DU QUÉBEC.

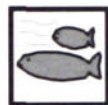
LES DATES IMPORTANTES DE SON PEUPEMENT RÉFLÈTENT LES GRANDES ÉVOLUTIONS DE L'ÉCONOMIE QUÉBÉCOISE (PASSANT DE SIÈCLE EN SIÈCLE DES PÊCHERIES, DE LA FOURRURE, DE LA FORÊT, AUX MINES ET À L'ÉLECTRICITÉ) ET QUELQUES GRANDS PROJETS «DE VIE OU DE MORT».

LE PEUPEMENT DE LA CÔTE-NORD

DANIEL S.-LEGAULT

Pendant quelques millénaires, les tribus amérindiennes (Inuit, Naskapis, Montagnais) sont seules à vivre dans ces lieux. À partir de l'an 1000, les visiteurs-ses se succèdent sur la Côte-Nord. Au début du millénaire, les drakkars vikings séjournent notamment à **Blanc-Sablou**.

Vers 1450, des Basques et Bretons (d'Espagne et de France) établissent des postes saisonniers pour la pêche (surtout de la baleine).



Dans les siècles suivants, la mer attire aussi les pêcheurs des Îles Jersey (anglophones), des Îles-de-la-Madeleine, de la Gaspésie, et de Terre-Neuve.

Du XVIe au XIXe siècle...

Postes de traite de fourrures très nombreux tout le long de la Côte.



À partir de 1535 et jusqu'en 1760... Ce sont surtout des Français qui viennent commercer et s'installer auprès des Montagnais. Après la venue de Jacques Cartier, le premier poste de **Tadoussac** est fondé en 1600. **Sept-Îles** est utilisé par les traiteurs et les pêcheurs depuis 1650. À partir de 1760... Ce sont les commerçants et colonisateurs anglais qui s'installent sur la Côte-Nord.

En 1836... Une première usine de sciage de bois sur la Côte-Nord est installée à **Tadoussac**.



En 1857... Fondation de **Havre-Saint-Pierre** par des pêcheurs madelinots. À cette époque, moyenne et basse Côte-Nord sont faites de petits villages de pêcheurs de morue et de chasseurs de loup marin, originaires des Îles-de-la-Madeleine et de Terre-Neuve. En 1865, **Moisie** passe de la pêche à l'exploitation du fer, avec une nouvelle fonderie

En 1903... Première usine de pâte à papier à **Clarke City**, près de Sept-Îles. (Activités industrielles semblables jusqu'en 1967. Maintenant devenu quartier résidentiel de Sept-Îles.) Dans les années 30, les plans de colonisation gouvernementaux rejoignent **Ste-Thérèse-des-Colombiers**. On passe de 7 familles à plus de 100 familles agricoles, venant presque toutes des environs. (À partir de 1956, l'agriculture, difficile, sera presque complètement délaissée.) En 1936... Quno, usine de pâte et papier journal, s'installe à **Baie-Comeau**. C'est le début de cette ville. Nulle en 1935, sa population atteint 1 500 personnes en 1939, lorsque **Hauterive** est fondée pour recevoir le trop-plein d'immigrants-es de Baie-Comeau.

L'urbanisation (accélérée) de la Côte-Nord date de l'après-2e Guerre Mondiale, avec la demande minière états-unienne. Cette industrialisation a transformé plusieurs villages de pêcheurs. Les exploitations minières seront facilitées par l'électrification nouvelle de la province...

Dans les années 1950, il y a une demande forte pour le fer. En 1951, la compagnie Iron Ore relie, par route et par chemin de fer, la nouvelle ville de **Schefferville** au port de **Sept-Îles**, employant un moment donné jusqu'à 7 000 personnes. «La production de fer, inexistante avant 1954, atteint une valeur de 92 millions \$ en 1959.» Le fer est expédié directement aux grandes aciéries états-uniennes par bateau. **Sept-Îles** s'urbanise: petit village de pêcheurs de 650 âmes en 1926, de moins de 2 000 habitants-es en 1951, sa population dépasse 25 000 personnes en 1962 et atteint plus de 30 000 habitants-es au recensement de 1976. Sa population vient de la Côte-Nord elle-même et de la Rive Sud. La plupart des petits hameaux entre Sept-Îles et Havre-Saint-Pierre se sont vidés.



La demande s'accroît pour la plupart des minerais. La production de titane commence près de **Havre-Saint-Pierre** en 1950. La QIT Québec Fer et Titane envoie le minerai à son usine de Sorel-Tracy. 1957... La Reynolds (métaux) s'installe à **Baie-Comeau**, où la suivra deux ans plus tard la compagnie Cargill, entrepôt de céréales.

1959... Hydro-Québec construit les barrages Outardes et Manic vis-à-vis **Baie-Comeau**, qui compte 8 000 personnes en 1962, provenant de la Gaspésie (Matane, Rimouski et Matapédia), de la Côte-Nord elle-même (particulièrement **Sept-Îles** et **Rivière-au-Tonnerre**) et des Îles-de-la-Madeleine. En 1960, Cargill s'installe aussi, pour le transport des céréales. Entre 1960 et 1966, Baie-Comeau et Hauterive doublent leur population.



Dans la décennie 60 et 70 naissent les villes de **Gagnon** et **Fermont**, pour l'extraction du fer, **Port-Cartier** (par l'installation de Québec-Cartier en 1959) et **Pointe-Noire**, pour la concentration et l'expédition du fer. La route 138, qui s'arrêtait à Baie-Comeau en 1916, se rend à Moisie (au nord de Sept-Îles) depuis 1960.

L'effervescence dure 3 décennies, jusqu'au début des années 1980, et la fermeture de l'Iron Ore à **Schefferville**. Une surproduction mondiale des matières premières crée au Québec une crise majeure.



1989... On construit l'aluminerie Alouette, entre **Port-Cartier** et **Sept-Îles**. Juin 1992, elle débute sa production, avec un peu plus de 500 employés-es.

Seule la Basse Côte-Nord évite cette industrialisation de l'après-2e Guerre. De **Havre-Saint-Pierre** à **Blanc-Sablou**, la Côte-Nord est restée, comme avant, une série de petits villages de pêcheurs, anglophones, francophones et montagnais mêlés. L'électricité s'est rendue, mais pas encore la route... ↙

CES TRAVAILLEURS QU'ON AMÈNE DU SUD...

LE TRAVAIL À TOUT PRIX... ET À COURT TERME

D. S.-LEGAULT

Manifestation sur les chantiers SM-3 de Hydro-Québec, arrestation de 27 manifestants, chômeurs et assistés sociaux de la région, qui attendent d'être engagés à SM-3. J'arrive à Sept-Îles le soir de cette spectaculaire audience au petit palais de justice, qui déborde. Les gars arrêtés ont été suivis par une cohorte de sympathisants, d'épouses, et d'officiers de la FTQ. C'est manifestement la première fois, pour la plupart, qu'ils se retrouvent ici. La salle d'audience est pleine depuis longtemps, les gens attendent dans les escaliers, et un étage plus bas, et dans le hall d'entrée, et à l'extérieur dans le stationnement. On y rapporte régulièrement les potins de l'arrestation. Plusieurs gars s'inquiètent, s'ils devaient être emprisonnés, pour leur carte de chômage, à être postée aujourd'hui. Finalement, ils seront relâchés après 24 heures.

La nouvelle se rend jusqu'à Montréal. Hydro ferme le chantier au complet (avec 420 ouvriers) pour éviter plus de

grabuge. Nielson, son plus gros sous-traitant pour SM-3 (avec en ce moment 50 employés-es et un contrat de 33,5 M \$), a amené son monde de Bernières (près de Québec) et contrevient ainsi aux promesses d'Hydro d'engager prioritairement la main-d'œuvre locale, pour les postes où c'est possible. Contrairement aux autres entrepreneurs, qui présentent des ratios raisonnables, Nielson a amené du Sud presque tout son monde.

Le chantier SM-3 est à 100 kilomètres de Sept-Îles. C'est «creux», à l'intérieur des terres. À la fin d'une des schédules de 45 jours, les gars venus du Sud y retournent dépenser leur paye. Les gens de la place se retrouvent le bec dans le fleuve.

La loi n'est pas d'un grand recours. Il est permis à l'entrepreneur d'amener



L'entrée du chantier SM-3, à une centaine de kilomètres de Sept-Îles.

PHOTO JEAN-LUC LEBLANC JOURNAL NORD-EST



Au Palais de justice, un des manifestants arrêtés.


avec lui ceux qu'on appelle dans le milieu des «12/12», des cols bleus qualifiés ayant travaillé 1 500 heures dans les derniers 24 mois. C'est un cercle vicieux pour les régions, où le chômage empêche les travailleurs de travailler et

QUAND L'INTÉGRATION FAIT PROBLÈME... ET QUE LA COMPAGNIE S'EN APERÇOIT

DANIEL S.-LEGAULT

En 1979, l'usine Sidbec-Normines¹ de Port-Cartier commandait une «Étude sur l'intégration au milieu social et culturel de Port-Cartier des employés de Sidbec-Normines», avec le mandat «de trouver les raisons qui poussent les employés à rejeter leur milieu» et «d'identifier l'ampleur du phénomène de mésadaptation au milieu de Port-Cartier»!

La grande majorité des employés-es y étaient depuis 1 à 2 ans. Moyenne d'âge: 30 ans.

L'étude conclut que 45,5% des employés-es avaient une «prospension générale à quitter». Pas de raison de rester... Petit baume: ce sont les activités de plein air et sportives qui apportaient le plus de satisfactions aux gens. 

¹ Sidbec-Normines, qui faisait la transformation de boulettes pour Québec-Cartier, après maints déboires, lui a été vendue par le gouvernement, pour un dollar symbolique.

de se qualifier. L'entrepreneur Nielson en profite. «Si légalement il peut, moralement il ne peut pas!», dit-on à la FTQ.

Pourquoi avoir fermé tout le chantier? Pour faire pression sur les syndicats et les manifestants? Le temps de régler, à l'intérieur de la grande structure d'Hydro, des guerres de pouvoirs entre national et régional? Ou vraiment par sécurité? Qui ne serait peut-être pas la sécurité invoquée par Hydro. Ceux qui ont vu le chantier SM-3 le racontent

particulièrement casse-gueule, avec des dénivellations incroyables pour le maniement de la machinerie. L'hiver arrivant, on s'attend à de mauvaises surprises. Mais les gars «veulent travailler»; et il leur faudrait moins de fierté (et de *machisme*) pour refuser de travailler dans ces conditions...

D'AUTRES CAS

Au moment de construire la nouvelle Caisse populaire de Hauterive, l'entrepreneur Constructam avait amené sa

main-d'œuvre de Chicoutimi, dont deux menuisiers. Il y a eu des pressions syndicales, et une manifestation de 30 personnes à Baie-Comeau.

Quant à l'entrepreneur Nielson, c'est la deuxième fois qu'il fait la chose. Lors de la construction de l'aluminerie Alouette, en 89, le même phénomène s'était produit. Cet entrepreneur-là, ex-président de l'Association des entrepreneurs de la construction (AEC), est connu dans la place. Son anti-syndicalisme est notoire. Une espèce de Malenfant de la Côte-Nord? «Oui, à peu près.» Mais en période de travail généralisé, les protestations étaient moins fortes. Robert Pilote, de la CSN, me confirme: «À l'aluminerie Alouette, ça avait passé, parce que tout le monde d'ici travaillait. C'était moins grave!» Cette année, avec un taux de chômage officiel de 14,5%, la population est plus prometteuse.

CHOSE PROMISE...

«Les gars sont vigilants», me dit Alain Jalbert, de la FTQ. Parlant de la manifestation du 3 novembre, «c'est un geste spontané», dit-il, défendant bien la FTQ d'être derrière cette démonstration, ce qui serait illégal. «Les gars ont marché dans la rue pour l'obtenir ce contrat-là!», ajoute-t-il en parlant de SM-3. L'appui aux manifestants est généralisé, comme l'a été l'appui au projet SM-3 lui-même. Le regroupement pro-SM-3 a appuyé les manifestants, dont le délégué régional péquiste Denis Perron et le maire de Sept-Îles.

La coalition d'appui qui s'est formée, pilotée par la Chambre de commerce locale, espérait le projet d'Hydro pour prendre la relève de la construction de l'aluminerie Alouette et assurer la santé

La Reynolds à Baie-Comeau.

PHOTO D. S-LEGAULT



PHOTO JEAN-LUC LEBLANC COURTOISIE JOURNAL NORD-EST



L'élite d'affaires locale. Fin octobre 94, des membres de la Coalition d'appui à SM-3: Marc Brouillette, président de la Chambre de commerce de Sept-Îles; Antony de Troio, maire de Port-Cartier; au micro, Ghislain Fournier, conseiller municipal représentant la ville de Sept-Îles.

Entre Sept-Îles et Malioténam.



PHOTO D. S-LEGAULT

«C'EST DANS LE JOURNAL»

Outre les possibilités de travail, la politique intéresse peu ces travailleurs-ses de la région. Et ils lisent rarement les journaux. Samedi matin le 5 novembre, dans une tabagie de Sept-Îles, un des gars arrêtés feuillette un journal. Sa femme lui en pousse une, un sourire en coin: «Tu penses-tu qu't'es dans l'journal!?!?».

La manif a été un événement médiatique. Quand la nouvelle se rend jusqu'à Montréal, c'est qu'ici, c'est la manchette principale qui tient plusieurs pages chaque semaine.

Sept-Îles. Fermeture de mines, fermeture de la papeterie. Plusieurs se sont découragés et ont déménagé. Les gars savent qu'ils ne travailleront pas tous en construction résidentielle. En novembre, le *Journal de Québec*¹ (qu'on lit sur la Côte-Nord) titrait «La

construction est en chute libre». La SCHL rapportait une baisse de 22% des mises en chantier au Québec, principalement dans les secteurs urbains, comparativement à l'an précédent.

1 Du 9 novembre 94.


économique de la région. Les pro-SM-3 avaient organisé une manifestation d'appui, en mai 1992, qui avait rejoint 4 000 personnes. Beaucoup d'espoirs ont été placés dans ce projet de 1 milliard et demi de dollars. Hydro promettait 1 000 emplois pour 10 ans.

La CSN a bien tenté de s'opposer au projet SM-3, en doutant que la demande hydro-électrique justifie le projet. Mais devant la pression d'une opinion publique presque unanime qui voulait SM-3 «à tout prix», dans un «débat lancé sur des bases peu solides, partisans et dans un climat de suspicion»¹, le Con-

seil central a plutôt insisté sur des réserves et recommandations (des solutions moins dérangeantes pour l'environnement, une négociation «satisfaisante» au préalable avec les autochtones, un principe de priorité à la main-d'œuvre locale, l'implantation d'un centre d'études éolien, une priorité aux entrepreneurs locaux, et des études sur la ressource du saumon).

La Rivière Moisie, menacée par le projet d'Hydro, génère quand même 5 millions de \$ en pêche sportive.



Mercredi 9 novembre, les gars ont gagné, le chantier rouvre. L'entrepreneur rend des comptes et prend des engagements... 

¹ Aménagement hydroélectrique Sainte-Marguerite 3, Mémoire du Conseil central des syndicats nationaux de Sept-Îles (CSN).



Le soir de la comparution des manifestants, au Palais de justice de Sept-Îles.

PHOTOS D. S.-LEGAULT



Aux limites de Sept-Îles, l'embouchure de la rivière Sainte-Marguerite, et SM-1.


À STE-ANNE-DE-PORTNEUF UN CHAMP DE TIR AÉRIEN LE TRAVAIL À TOUT PRIX

D. S.-LEGAULT

À la fin des années 80, le Ministère de la Défense nationale a projeté d'établir, à côté de Ste-Anne-de-Portneuf, un champ de tir aérien pour exercer ses pilotes.

Des citoyens-nes de Bagotville, qui connaissaient bien cette médecine, s'étaient plaints assez fort pour que l'Armée veuille changer de terrain d'exercice. Le commandant de la base militaire de Bagotville avait rencontré la population de Ste-Anne pour vendre le projet. Le terrain, appartenant à la papetière Stone Consult, était à l'extérieur du village; les exercices n'auraient lieu que 3 ou 4 fois par année; la population serait avisée chaque fois d'avance; ce ne seraient pas de vrais missiles, mais des missiles «à blanc»; etc.

Aucune compensation financière pour le village, aucun investissement. La population s'était quand même intéressée au projet, croyant que des emplois seraient créés. Le commandant dut avouer qu'il n'y avait même pas besoin d'un surveillant. Création d'emploi = 0. Mais sentant l'intérêt, le militaire parla vaguement de «constructions futures qui pourraient suivre». Suffisamment pour que certaines élites locales appuient et poussent le projet. Pour des considérations futures. Comme au hockey!

C'est en raison des coupures budgétaires à l'Armée que le projet ne s'est pas réalisé... du moins pas encore. 



Les bureaux du Conseil de bande de Uashat (au 1089 Dequen à Sept-Îles).



PHOTOS: D. S.-LEGAULT



Enfants de l'école Tshishteshinu à Malioténam.

DANIEL S.-LEGAULT

Comme chez les Blancs-hes, il y a les affairistes et les idéologues. «Ce sont les mêmes tensions que celles que le Québec vit!» Il n'y a pas moins de discordes chez les Montagnais-es que chez les Blancs-hes. Les différends se ressemblent.

DEUX ÎLES DE PLUS

La situation est devenue dramatique à Sept-Îles, où la réserve est coupée en deux.

Avant le XX^e siècle, les Montagnais-es sont nombreux sur la rivière Moisie, à utiliser un avant-poste pour la pêche au saumon. Lorsque cet avant-poste est fermé en 1895, les familles amérindiennes s'installent à Sept-Îles, 14 kilomètres plus au sud, en gardant toutefois des campements d'été aux deux en-

MALIOITÉNAM LIBRE! DEUX RÉSERVES EN UNE

droits. À cette époque, les ressources animalières déclinent: les Montagnais-es se tournent de plus en plus vers le commerce, plus facile à Sept-Îles, faisant parfois appel à l'aide gouvernementale.

La réserve de Sept-Îles, créée en 1909, compte 400 personnes en 1926. À Moisie sont toujours restées 200 personnes, qui relèvent de Sept-Îles, et du même Conseil de bande, dont l'élection obligatoire a été inscrite dans la Loi fédérale sur les Indiens en 1876.

En 1949, le gouvernement canadien trouve un nouveau territoire pour regrouper les Montagnais-es de Sept-Îles et de Moisie. Les compagnies minières qui veulent plus d'espace sur la côte ont fait pression. Coincée de plus en plus dans une partie du centre-ville de Sept-Îles, une partie des Montagnais-es qui y résident va s'installer près de la rivière Moisie, sur un territoire cinq fois plus grand¹ appelé Malioténam (que les Montagnais-es, familièrement, désignent par «Malio»). D'autres refusent de déménager, et restent à Uashat.

Selon qu'on les désigne en montagnais ou en français, ce qui varie et est mêlé très souvent, les termes suivants sont des équivalents:

Montagnais-es = Innus (Innuat, au pluriel)

Sept-Îles = Uashat (un quartier de Sept-Îles)

Malioténam ou Malio (autrefois appelé Moisie) = ManiUtenam

RASSEMBLÉS

Je suis invité à souper, dans une famille où toutes les tendances sont bien représentées. Mais je me rends bien compte que ce n'est pas autour de cette table et de cette fondue au caribou qu'on pourra discuter des conflits entre Uashat et Malioténam. Ils essaient tous de les amoindrir, sous l'humour et la philosophie (les Montagnais-es étaient autrefois appelés les «Papinachois», ce qui signifie «qui aime rire beaucoup»). Probablement parce que je suis un Blanc. Probablement parce que je suis un étranger. Mais aussi parce que, au-delà des opinions politiques, ils savent tous que la communauté n'a pas les moyens de se déchirer davantage.

Abandon forcé de l'autosuffisance par la chasse et la pêche, scolarisation des jeunes, habitude d'une nouvelle alimentation apprise des Blancs-hes, construction de logements, travail de plusieurs pour les compagnies minières de la ville: tout cela, de toutes façons contribue à sédentariser les Montagnais-es et à les rapprocher des Blancs-hes.

POMMES DE DISCORDE

Du temps de leurs activités nomades, les Montagnais-es avaient peu de besoins en leadership politique. C'est avec leur sédentarisation et l'accroissement de la population blanche environnante que se fait sentir l'intérêt d'avoir un chef

1 Près de l'ancienne base de radars de l'Armée canadienne, fermée puis vendue en 1988 à des amis du député Mulroney.



À Malioténam.

Les réserves et communautés montagnaises sont dispersées tout le long de la Côte-Nord, des Escoumins (près de Tadoussac) jusqu'à Blanc-Sablon. Excepté les traits des visages rencontrés, les villages montagnais ressemblent beaucoup aux villages blancs. En moins nerveux. En moins disciplinés. Au milieu des rues du village, le monde marche nonchalamment.

unique, représentant les deux communautés.

Avec les années, les différences idéologiques se sont fortement cristallisées pour séparer les Montagnais-es d'affaires de Sept-Îles des traditionalistes de Malioténam. Les premiers ont compris le système Blanc et s'y impliquent avec fureur et succès. Leurs adversaires les traitent de «pommes», rouges à l'extérieur et blancs à l'intérieur. Les traditionalistes basés à Malio préconisent un retour au mode de vie traditionnel, s'opposent absolument à SM-3, et prônent l'indépendance de Malioténam.

Les personnalités symbolisent ces différences. Ricky Fontaine, le gestionnaire moderniste, est l'antithèse de Gilbert Pilot, le militant traditionaliste. Élie-Jacques Jourdain, le chef du Conseil de bande, est celle de Jules Bacon, un leader de Malio. Aucun de ces noms ne fait l'unanimité: Jourdain est souvent haï comme dictateur autoritaire, Pilot comme un farfelu déconnecté qui prépare un nouvel Oka. Les conflits de personnalité qui ont suivi la mort du leader-ainé Mathieu André (respecté très largement), et les grosses sommes d'argent qui ont atterri dans la communauté ont mis le feu aux poudres. →

LES MONTAGNAIS-ES: L'AFFAIRISTE ET L'IDÉOLOGUE

Le Conseil de bande de Uashat a accepté 66 millions de dollars en guise de compensation pour le projet SM-3. Mais plusieurs pensent que ce n'est pas Uashat mais plutôt le Conseil atikamekw-montagnais, maintenant dissous, qui aurait dû négocier SM-3 avec Hydro-Québec.

Il n'y a pas qu'à Malioténam qu'on critique l'économisme du Conseil de Uashat. À Mingan, le Conseil de bande était contre SM-3. «On est ouverts au partenariat, mais on veut penser à long terme», explique Yves Bernier, du Conseil de bande. Uashat-Malioténam est aussi la seule communauté montagnaise à avoir accepté de collaborer à la stratégie du Conseil de Développement régional du gouvernement blanc. Les autres réserves n'ont pas voulu faire partie du processus tant qu'une politique globale de reconnaissance ter-

ritoriale ne soit signée.

Il est plus facile de comprendre ces différentes positions en sachant que Uashat-Malioténam s'est sédentarisé, et utilise peu le territoire environnant, tandis que les autres réserves l'utilisent davantage. Les Montagnais-es de Saint-Augustin ou de La Romaine vont très régulièrement chasser. Au moment de mon passage à Mingan, une dizaine de familles venaient de partir pour un séjour de 3 mois dans le bois.

Beaucoup plus urbanisée, la réserve de Sept-Îles-Malioténam a très peu de territoire, comparé aux réserves de Betsiamites et Mingan, dont le territoire est beaucoup plus vaste et la densité de population bien moindre.

Ce qui n'empêche pas les autres réserves de brasser des affaires. Ensemble, 4 réserves montagnaises ont acquis 80% d'une agence de voyage à Québec, Pierre Soucy et associés, dont ils étaient et sont encore des clients importants, dans le but de travailler à attirer le tourisme européen.

Pour plusieurs artisans-es du développement économique montagnais, la réserve des Escoumins représente aussi un modèle: beaucoup de coopération et d'entreprises communautaires, et un plein emploi envié. À Uashat, Les Galeries montagnaises appartiennent à la communauté montagnaise, actionnaire. C'est le centre d'achats le plus expansif de Sept-Îles. Entreprise dynamique qui se démarque: concerts, événements, etc. Wal-Mart y a loué ses locaux et s'est installé... ↘



PHOTOS: D. S. LEGAULT

TERRITOIRES ET TERROIRS

La population actuelle de la nation montagnaise, au Québec, est d'environ 12 200 personnes, dont 8 777 vivent dans 9 villages, tous en Côte-Nord sauf Pointe-Bleue au Lac St-Jean. Mais leur densité de population varie grandement sur le territoire réservé...

Natashquan	671 hab.	0,08 acres/hab.
La Romaine	800 hab.	0,12 acres/hab.
Matimekosh (Shefferville)	625 hab.	0,17 acres/hab.
Les Escoumins	359 hab.	0,55 acres/hab.
Sept-Îles et Malioténam	2 673 hab.	0,7 acres/hab.
Mashteuiatsh (Pointe-Bleue)	3 815 hab.	2 acres/hab.
Mingan	394 hab.	12,32 acres/hab.
Betsiamites	2 657 hab.	28,32 acres/hab.
Pakuashipi (Saint-Augustin)	192 hab.	35,74 acres/hab.


L'ARGENT COULEUR DE SM-3

Avec le projet SM-3 d'Hydro, la crise s'est envenimée. Ça joue dur. À l'hiver 91-92, les deux parties se positionnent, pour et contre SM-3.

En septembre 92, les manifestations, à Malioténam, tournent à la violence et aux agressions physiques. Les traditionalistes se barricadent dans le gymnase, avant d'obtenir des sauf-conduits et un asile politique à Mingan!

En octobre, on s'entend pour que le Conseil de bande de Sept-Îles organise un référendum, le 10 octobre 1992, duquel il s'engageait à respecter les résultats. Les résultats refléteront le clivage²... À Uashat (Sept-Îles), le taux de participation a atteint 63%. En faveur de la séparation des 2 communautés, oui = 6,7%, non = 90,8%. À Malioténam, la participation a atteint 80%. 56% ont dit oui³, 43,1% ont dit non.

En novembre, devant l'immobilité du Conseil de bande officiel, il y a création, à Malioténam, d'un Conseil provisoire. À l'hiver 92-93, Uashat obtient une injonction interdisant l'utilisation de l'appellation Conseil innu de Malioténam.

Depuis, la désobéissance civile et emprisonnements, dont celui du chef élu de Malio, Jules Bacon, succèdent à de nombreuses ententes Uashat-Québec. «Un peu comme si après un OUI au référendum, Chrétien faisait emprisonner Parizeau», dit le journaliste Gérald Leblanc, qui tente la comparaison avec le Canada. 

MINGAN

C'est 190 kilomètres plus au nord, à Mingan, que le Conseil de bande de Mingan a hébergé les manifestants-es de la Coalition pour le Nistassinan, «pour permettre aux parties de se parler. Les deux parties ont raison, mais on s'en mêle le moins possible», me dira Yves Bernier.

À Mingan, le Conseil de bande veut développer l'attrait touristique du coin, par l'établissement de pourvoiries et la co-gestion, avec le gouvernement fédéral, du parc de Mingan. La rivière Mingan a été achetée par le fédéral en 1983. Les Montagnais-es ont accepté d'arrêter la pêche pour quelques années, de façon à restaurer la ressource de saumons. Depuis 1989, la pêche sportive est recommencée.

À Uashat, la proportion d'employés-es blancs-hes est plus importante. À Mingan, entre 20 et 25% seulement des travailleurs-ses de la réserve sont des Blancs-hes. Cela pourrait diminuer à mesure que les Montagnais-es iront chercher l'expertise et la scolarité pour prendre ces postes.

PHOTOS: D. S. LEGAULT



Yves Bernier et Léonard Mackenzie.

- 2 Comme ceux du référendum sur SM-3 tenu, plus tard, en juin 1994.
- 3 Ironiquement, c'est par le même pourcentage que récemment, plus au Nord, les

Inuit viennent de décider de leur indépendance face aux Dénés et aux Métis de l'ouest, à prendre effet en avril 1999.

DE OKA À BLANC-SABLON, UN RAIL PRÉCAIRE

Plusieurs Blancs-hes et Montagnais-es ne font plus la différence tellement ils sont habitués à la présence de l'autre. Mais pour plusieurs autres, la Crise d'Oka de 1990 a exacerbé le racisme. Des Montagnais-es se sont fait insulter pour la première fois, dans un restaurant de Sept-Îles, sans trop comprendre.

Stanley Vollant, un montagnais, est revenu s'installer à Betsiamites et travaille à Baie-Comeau comme chirurgien. Quand il a quitté la communauté pour aller étudier à Québec, personne ne croyait qu'il reviendrait dans la réserve. C'est devenu un héros local. Il a été sacré modèle pour les jeunes. Il se rappelle bien de 1990 à Québec. «Pendant

la Crise, je suis devenu un "maudit sauvage" comme les autres. Si ça s'était terminé dans un bain de sang, j'aurais




La réserve de Betsiamites.

quitté, je serais parti en Europe...»

DISCRIMINATION POSITIVE PERÇUE NÉGATIVEMENT

Même dans certains groupes communautaires blancs, on comprend mal que les autochtones reçoivent plus facilement des subventions pour démarrer une entreprise.

À Bergeronnes, un autochtone a obtenu une subvention pour ouvrir un motel, alors que collectivement, les gens de la région essayaient de prévoir et de gérer les retombées économiques du nouveau projet de barrages d'Hydro sur la rivière Portneuf. La discrimination positive cause des remous. 



LE MAGAZINE DE VIE OUVRIÈRE

PLUS PLUS PLUS
D'ENQUÊTES DE TÉMOIGNAGES DE REPORTAGES

- Abonnement individuel 1 an : 20,00 \$
- Abonnement individuel 2 ans : 35,00 \$
- Abonnement individuel à l'extérieur du Canada 1 an : 25,00 \$
- Abonnement institutionnel 1 an : 28,00 \$
- Abonnement institutionnel à l'extérieur du Canada 1 an : 33,00 \$
- Abonnement de soutien 1 an : 28,00 \$
- Étudiants / Sans-emploi 1 an : 14,00 \$
- Numéro individuel 3,75 \$ + 1,30 \$ poste

NOM

ADRESSE

CODE POSTAL

PAIEMENT INCLUS :

FAIRE PARVENIR VOTRE CHÈQUE OU MANDAT-POSTE À :
**Revue Vie Ouvrière, 1212, rue Panet, Montréal
(Québec), H2L 2Y7 • Téléphone : (514) 523-5998**

POUR QUE LE MONDE TOURNE PLUS JUSTE



**DÉVELOPPEMENT
ET PAIX**

(514) 257-8711
5633, rue Sherbrooke Est
Montréal (Québec) H1N 1A3

JULIE PERREULT

LES MAQUILADORAS MEXICAINES: MILLE GESTES, MILLE PIÈCES



PHOTO AMY ZUCKERMAN, IMPACT VISUALS

DEPUIS LE DÉBUT DES ANNÉES 60, LES MAQUILADORAS ONT ÉTÉ LE SYMBOLE DE L'EXPLOITATION PURE DES MEXICAINS-ES PAR DES GÉANTS MULTINATIONAUX: GENERAL ELECTRIC, SONY, GENERAL MOTORS, ETC. MAQUILADORAS EST LE TERME MEXICAIN, EN ESPAGNOL, DÉSIGNANT LES USINES QUI FONT L'ASSEMBLAGE OU LA TRANSFORMATION DE PRODUITS DIVERS. HABITUELLEMENT, ELLES IMPORTENT LEUR MATIÈRE PREMIÈRE ET EXPORTENT LA PRODUCTION FINALE. CES ENTREPRISES BÉNÉFICIENT DE RÉGIMES FISCAL ET DOUANIER AVANTAGEUX. APRÈS 30 ANS, LA SITUATION S'EST COMPLEXIFIÉE. CERTAINES MAQUILADORAS ONT AMÉLIORÉ LEURS INSTALLATIONS ET LES CONDITIONS DE TRAVAIL. AILLEURS, L'EXPLOITATION EST RESTÉE LA MÊME. DES FEMMES QUI Y TRAVAILLENT S'EXPRIMENT.

Ailleurs, j'ai vu des femmes coudre mille fermetures éclair par jour. Avant que les autres puissent assembler les deux jambes d'un jean. Tout près, un ghettoblaster crache une salsa au son métallique. Ça enterre un peu le bruit des machines...

LA SEMAINE DE CINQ JOURS

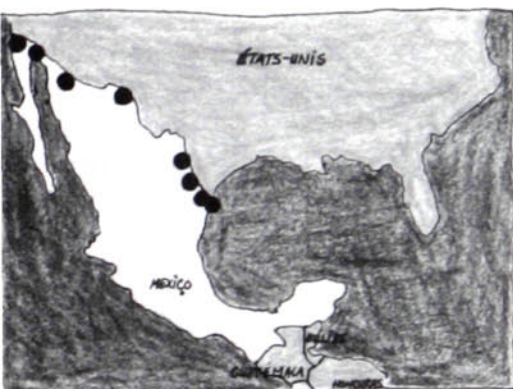
Mais ce n'est pas la même chose dans toutes les maquiladoras, ces entreprises qui appartiennent principalement à du capital étranger, surtout états-unien. Certaines usines offrent des conditions de travail qui ressemblent à peu près à celles d'usines québécoises du même type. Il existe donc des milieux industriels sans cadence exagérée.

Dans une filiale de General Motors que j'ai visitée, les ouvriers-ères portent des lunettes de sécurité et des bouchons dans les oreilles. Les gens y travaillent en général depuis dix ans et y ont fait entrer leurs enfants. Le salaire est régulier et on ne travaille pas les fins de semaine. Pour les familles, c'est une aubaine.

Comme un chapelet, 2 000 usines s'égrènent le long de la frontière mexicaine, mitoyenne avec les États-Unis. Plus de 500 000 personnes travaillent dans ces usines qui assemblent toutes sortes de produits: appareils électriques, pièces d'auto, cassettes, publicité, sous-vêtements, stores vénitiens, etc. Une production à vous donner le vertige. Elena en sait quelque chose. À 24 ans, elle a expérimenté cinq maquiladoras différentes: «Dans une, je ne me rappelle pas combien de pou-

pées j'habillais chaque jour. Il y en avait sûrement des milliers. Je devais les descendre du tapis roulant électronique qui avançait très vite. Je les habillais puis les remettais sur la chaîne. Il y avait tellement de poupées que je rêvais souvent qu'elles m'attaquaient et me tuaient¹».

¹ IGLESIAS, Norma, *La flor mas bella de la maquiladora*, Mexico, SEP/CEFNOMEX, 1985.



C'est le long de la frontière avec les États-Unis que le Mexique compte le plus grand nombre de *maquiladoras*, concentrées dans quelques centres urbains.



PHOTO: MAGNUS ISACSSON

Usine d'assemblage automobile Ford. Vue aérienne d'une *maquiladora*, tirée du film *Le nouvel habit de l'empereur*, de Magnus Isacsson, qui doit sortir le 1^{er} mai prochain.

Petit marchand ambulant, à la sortie de l'usine.



PHOTO: JULIE PERREAU

C'est pas le paradis non plus. J'y ai vu des hommes peindre des pare-chocs sans aucune protection. Mais le responsable des ressources humaines nous a rassurés: «il n'y a pas de danger, parce que les gouttelettes de peinture sont captées par une cascade d'eau (sic)». Et, fièrement, d'ajouter: «cette eau est maintenant traitée par notre usine de filtration, avant de se déverser dans le Rio Bravo». Ce qu'il ne me dira pas, c'est que le traitement de cette eau, contaminée par du xylène et du méthylène, a été utilisé pour contrer l'image négative de pollueur accolée au nom de GM. En mars 1993, des parents de Matamoros ont entamé une poursuite collective contre GM et 88 autres *maquiladoras*. Les compagnies sont accusées d'avoir déversé des substances toxiques, jugées responsables de la naissance d'enfants handicapés (absence de cerveaux, défauts de la moelle épinière, spina-bifida)².

2 Coalition for Justice in the Maquiladoras, *The Human Face of Work*, San Antonio (Texas), October 1993.

Fouille obligatoire des employé-es, à la sortie de l'usine.



PHOTO: JULIE PERREAU

HYPOTHÉQUER SA VIE À LA GAGNER

Depuis plusieurs années, un regroupement bi-national du Mexique et des États-Unis dévoile des activités illicites de compagnies frontalières. La Coalition pour la justice dans les *maquiladoras* s'attaque à ceux qui dérogent aux normes environnementales. Même chose pour les abus sur la santé et la sécurité des travailleurs-ses. Car plus grave encore que les écarts de salaire entre le Nord et le Sud, c'est qu'on puisse hypothéquer sa vie à la gagner. «Quand t'es assise, raide et droite sur une chaise depuis sept heures le matin, à produire entre 4 000 et 6 000 *t-shirts*, à trois heures de l'après-midi t'es épuisée», confie Anna. «Mon bras commençait à me faire mal, poursuit-elle. J'ai

enduré plusieurs jours une douleur allant de la main à l'épaule qui élançait toute la nuit. J'avais une bosse qui sortait de mon poignet. Une espèce d'abcès qui m'empêchait de fermer les doigts». Chez Sara Lee, on n'a jamais accepté de lui donner un congé ou de l'indemniser pour maladie professionnelle.

C'est pareil pour la toux chronique de Claudia, employée de SEDEPAC, un programme d'éducation populaire. «Avant, quand je faisais de la soudure à Ciudad Juárez, on me disait que je faisais des bronchites. Aujourd'hui, alors que je ne travaille plus pour les *maquiladoras*, les médecins s'entendent pour dire que cette toux est liée à mon travail antérieur. Mais comment faire reconnaître la responsabilité aux compagnies...»

L'ANGE CORNU DE MATAMOROS

Dans la ville de Matamoros, à travail égal, les salaires peuvent être jusqu'à 30% supérieurs. La semaine n'y dépasse pas 40 heures alors que dans les villes voisines, la semaine s'étire jusqu'à 48 ou 50 heures. Agapito Gonzales, le principal leader syndical a appartenu à la CTM, et son populisme l'a amené à développer une plus grande légitimité auprès des ouvriers-ères. L'unité des syndicats locaux, obtenue parfois par l'anéantissement douteux de l'opposition, lui a permis d'établir un meilleur rapport de force vis-à-vis des industriels. Depuis, les industriels et le PRI ont répondu en créant la diversion par des syndicats de boutiques et par l'emprisonnement de Gonzales.


RENCONTRE CONTINENTALE DE LA JOC

L'intégration continentale des économies des Amériques va bon train. L'ALÉNA s'ouvre déjà au Chili et d'autres pays du Sud devraient s'y greffer prochainement. Si on y ajoute le Pacte Andin et le Mercosur¹, on constate que les accords de libre-échange et les politiques néo-libérales qui les accompagnent sont bien implantés sur le continent.

Du Chiapas aux bidonvilles de Lima, des rues de Sao Paulo aux refuges pour itinérants-es de Montréal, on peut constater les ravages de ces politiques économiques extrêmement restrictives qui conduisent à l'exclusion et à la marginalisation. La vie et les valeurs des jeunes, tout particulièrement, sont bousculées.



Mais ce mouvement de continentalisation n'est pas seulement affaire économique. Des jeunes, organisés dans une quinzaine de pays des Amériques, se regroupent également sur une base

continentale afin d'examiner les impacts de ces politiques et de trouver les moyens d'y faire face. C'est la Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC) des Amériques qui est l'instigatrice d'une prochaine rencontre continentale qui aura lieu du 15 avril au 6 mai 1995 à Montréal. C'est la première fois depuis ses 63 ans d'histoire que la JOC du Québec accueille un tel événement. 

1 Le Pacte Andin regroupe les économies de la Colombie, du Chili, de l'Équateur, du Pérou, de la Bolivie et du Venezuela. Le Mercosur réunit dans un marché commun l'Argentine, le Brésil, le Paraguay et l'Uruguay.

→ Alors Claudia tousse, et toussera encore longtemps.

Dans plusieurs usines, les travailleuses, qui représentent 65% à 75% de la main-d'oeuvre, ne connaissent pas les produits chimiques qu'elles manipulent. Quand la chaleur ou les odeurs sont insupportables, toutes les astuces sont bonnes pour se protéger. À Nuevo Laredo, il y a quelques années, toutes les employées s'étaient donné le mot. «Chaque jour, à la même heure, tout le monde prenait son éventail de fortune et, pendant 10 minutes, arrêtaient la production pour se rafraîchir et changer l'air», explique Eric, qui travaille à la Coalition. Peu de temps après, la compagnie installait un climatiseur et un purificateur d'air.

J'ACCÉLÈRE, J'ACCÉLÈRE PAS


Face à l'augmentation de la cadence, la plupart des employés-es se plient aux directives du gérant. «Mais un moment donné, on s'est rendu compte que ça ne nous rapportait rien de produire plus vite. C'était juste une compétition entre les filles, pis la compagnie faisait plus de profits. Alors, sur notre ligne, on était huit et on s'est toutes mises d'accord pour ne pas aller plus vite, ou pour tout arrêter, si le patron insistait», raconte Claudia. Et cela a marché, pour un temps.

Les résultats de telles actions ne sont pas toujours positifs ou très rapides. Parfois, les employeurs identifient les leaders et les licencient. Pour les autres, c'est le silence et la peur des représailles. À Monclova, dans l'État de Coahuila, les habitants-es se sont longtemps opposés-es à la venue de *maquiladoras*. La confiance régnait grâce à la sidérurgie qui leur permettait de prospérer. Jusqu'au jour où des mises à pied massives sont venues avec la privatisation de l'entreprise. Le taux de chômage a battu les records nationaux. La Sara Lee, cette multinationale de Chicago, en a profité pour s'installer et embaucher des femmes sans expérience syndicale. «L'action organisatrice est défendue. L'entreprise a plus d'une fois menacé le personnel de s'en aller si on se syndique. Alors, on se regroupe à l'extérieur, dans l'ombre. Il y a des gens courageux qui vont nous aider de l'intérieur. On veut monter un dossier sur les problèmes de santé», explique Claudia.

100% SYNDIQUÉ

Dans l'État de Tamaulipas, les conditions sont différentes. Les taux de syndicalisation frôlent les 100% et les cellules locales sont presque toutes affiliées à la CTM, la Confédération des Travailleurs Mexicains. Cette centrale est liée au parti au pouvoir, le PRI, Parti Révolutionnaire Institutionnalisé. Loin

de lutter pour l'amélioration des conditions de vie et de travail, ces structures syndicales servent surtout à contrôler les «élans» spontanés des travailleuses. Et cela débute lors de l'embauche, car pour obtenir un poste dans une *maquiladora*, il faut être référé par le syndicat.

Lorsque Guadalupe et ses collègues décident de démocratiser la vie syndicale à l'intérieur de Magneticos (Sony), elles s'attaquent à un imposant pouvoir local. Toute personne qui travaille à Nuevo Laredo est syndiquée. Tout syndiqué-e est membre de la CTM. Tout CTMiste est membre du PRI. S'opposer à ce type de leadership, à cette collusion des pouvoirs, c'est s'exposer à ne plus trouver d'ouvrage dans cette cité frontalière. «On n'a pas d'autre choix que de continuer à lutter pour obtenir notre syndicat indépendant. Si on nous refuse la reconnaissance, la CTM reprendra le contrôle. Ils ne me laisseront même plus travailler ici. Je ne pourrai même pas vendre des tacos aux coins des rues. Les marchands-es ambulants-es sont aussi avec la CTM...»! 

L'auteure revient d'un séjour au Mexique et prépare un mémoire de maîtrise sur les conditions de vie des femmes des *maquiladoras*.



LE CENTRE DE MATERNITÉ DE L'ESTRIE EST NÉ: ACCOUCHEMENT NATUREL MALGRÉ UNE LONGUE GESTATION. QUATRE ANS APRÈS L'ADOPTION DE LA LOI AUTORISANT DES PROJETS PILOTES DE SAGES-FEMMES, IL VOIT LE JOUR ET LA LUMIÈRE.

En 1990, l'Assemblée nationale adoptait à l'unanimité la Loi 4, permettant l'expérimentation de la pratique des sages-femmes au Québec, dans le cadre de huit projets pilotes. Parrainés par des CLSC, ces projets ont des ententes de collaboration avec un centre hospitalier situé à proximité au cas où un transfert serait nécessaire (généralement, on ne dispose que d'une demi-heure en pareil cas).

Les objectifs de la loi sont d'évaluer les effets de la pratique des sages-femmes sur l'humanisation et la continuité des soins, la prévention de naissances de bébés prématurés ou de faible poids, l'utilisation des technologies obstétricales et l'adaptation des services aux clientèles cibles. Il s'agit en outre de déterminer la pertinence de la profession, l'organisation professionnelle de la sage-femme et le mode d'intégration de la pratique dans l'équipe de périnatalité.

Le Comité d'admission à la pratique (trois sages-femmes, une infirmière, un obstétricien-gynécologue, deux représentants du milieu universitaire et collégial et une usagère) a élaboré des critères de connaissance et de compétence.

LE CAS DE SHERBROOKE

Selon Héléne Cornellier, coordonnatrice du Centre de maternité de l'Estrie, «les

Pour sa part, l'Association des obstétriciens et gynécologues du Québec, demandait que le gouvernement ferme les maisons de naissances existantes et les réintègre dans les hôpitaux. La sacro-sainte Corporation des médecins fait peur et on sent bien la prudence des médecins lorsqu'on les interroge sur ce délicat sujet. Leur position individuelle est pourtant beaucoup plus nuancée. Les sages-femmes ont leur «liste blanche», la corporation, sa «liste noire».

DES SAGES-FEMMES EN ESTRIE: PARTENAIRES DE LA PARTURIENTE

MARIANIK GAGNON



Isayas, accueilli par Carole, infirmière et sage-femme.

PHOTO: MARIANIK GAGNON

sages-femmes elles-mêmes ont demandé une évaluation, pour assurer une qualité égale de pratique et une crédibilité auprès des autres intervenants en soins périnataux.» Elle ajoute: «Le processus mis en place est très rigoureux; bien que ce soit long et peu facile, il en sortira des sages-femmes accréditées, reconnues pour leur compétence, qu'elles aient été autodidactes ou diplômées.»

À Sherbrooke, le projet pilote a démarré l'automne dernier. Le Centre de l'Estrie crèche à la Maison St-Vincent, juxtaposée au centre hospitalier St-Vincent-de-Paul. Le centre a déjà été témoin d'une première naissance le 23 janvier. Depuis 15 ans, la région vit un partenariat entre parents, omnipraticiens-nes,

CLSC, groupes de femmes, etc... Héléne Cornellier rappelle: «Déjà des programmes reliés à la pratique des sages-femmes existaient dans le milieu: suivis complets, cours, ateliers, conférences, centres de documentation, etc... Le projet répond aux demandes des femmes et de leur famille qui recherchent une ressource périnatale alternative.»

Les femmes susceptibles d'utiliser les services du centre demeureront en Estrie et leur grossesse devra être considérée comme normale au départ et se développant comme telle. Celles possédant certains facteurs de risques pourront tout de même se faire assister par une sage-femme, mais le tout se déroulera sous l'autorité d'un médecin.

Le Centre se veut aussi un lieu d'échange, d'information et de ressourcement, d'éducation, et de support pour sa clientèle et pour les professionnels de la santé. «À ce jour, la demande est satisfaisante. Les services commencent à être rodés. En 1996, avec l'aide de six ou sept sages-femmes, on pourra y accueillir 250 femmes», conclut Héléne Cornellier.



«Elle donne de la grâce à ses orteils, quitte le char et marche.» (Yi King)

CHINE CHINE LE QUARTIER CHINOIS DE MONTRÉAL

PHOTOS ET TEXTE: RICHARD POLEWSKA



Le maître et son bâton



«Observe ta démarche et examine les signes favorables. Quand tout est achevé, survient une sublime fortune.» (Yi King)



La calligraphie



Les histoires de quartier

Les premiers immigrants chinois arrivent au Canada en 1858 (avec la ruée vers l'or). Ils quittent leur pays à coups de crises politiques.

Leur première communauté est fondée à Barkeville (Colombie-Britannique), puis ensuite dans les grandes villes de Montréal, Toronto, et Vancouver. Cela devient vite des ghettos surpeuplés, pauvres et délabrés.

Manœuvres, cuisiniers, blanchisseurs, épiciers, colporteurs: à travail égal, un Chinois reçoit la moitié du salaire d'un travailleur blanc. De 1881 à 1885, plus de 15 000 Chinois travaillent à la construction du «CPR». Quand ils creusent le canal Lachine, nourris de patates pilées, de maïs et de viande hachée, un nouveau met voit le jour: le «pâté chinois».

Longtemps, on les considère inassimilables, à cause de «leur goût prononcé pour le jeu, l'opium», et à cause de leur mode de vie. On craint aussi qu'ils apportent la lèpre, le choléra.

En 1947, le Canada leur donnera finalement la citoyenneté, et le droit de vote, comme aux autochtones...

50

«Tant que nous restons intérieurement supérieurs au destin, le bonheur nous demeure fidèle.» (T'ai Yi King)



Grâce ou simplicité?



Fête du Dragon





DE LA CALE DU CARGO AU RÉPONDEUR DU TÉLÉPHONE

PIERRE VIAU

Dans son petit logement de Montréal, Daniel, comme tant d'autres, a un répondeur téléphonique. Depuis le 30 décembre dernier, il lui voue une vénération religieuse. Il y a un message qu'il veille à ne pas effacer, un message qui lui semble venir du monde de l'irréel. Il le fait entendre à ses amis-es, ne compte plus les fois où il l'écoute. Ce jour-là, cet appareil sans âme l'a fait pleurer, trembler d'émotions, crier de joie, le propulsant au «neuvième ciel» comme il dit. Le répondeur lui communique une lettre. Daniel est accepté au Canada comme réfugié. «Je renais à la vie. Enfin, je suis quelqu'un», ne cesse-t-il de répéter.

À 18 ans, les études secondaires terminées, Daniel quitte la Roumanie avec sa soeur et son beau-frère et s'installe quelques années à Pecs en Hongrie. Il y a travaillé dans la construction, dans un restaurant, mais surtout dans une mine de charbon. Un rêve le dévore: vivre au Canada.

LES NAVIRES EN PARTANCE

«Beaucoup de Roumains savent que des bateaux, comme ceux de la compagnie CAST, vont au Canada, souligne Daniel. Nous savons aussi que c'est très dangereux. La vie ne tient qu'à un fil. Plusieurs sont morts de faim ou de froid dans des *containers*, d'autres sont jetés vivants à la mer lorsqu'ils sont découverts.» Après plusieurs mois à traverser la Slovénie, l'Italie, la France, Daniel est arrivé à Zeebrugge en Belgique. «Là, j'ai rencontré d'autres Roumains, angoissés par le danger, mais en même temps gonflés d'espoir à la vue de navires en partance pour le Canada.» Avec un compagnon d'aventure, Daniel risque. En un mois, ils ont tenté l'impossible cinq fois. Quatre fois, ils ont échoué, coincés avant le départ ou capturés lors d'une escale à Anvers. La tentative réussie commença le 8 décembre 1993 sur le CAST HUSKY en route pour Montréal.

«Après 4 ou 5 jours de traversée, nous n'avions plus le choix. Le manque d'eau, le mal de mer, on n'avait rien à vomir,



PHOTOS: PIERRE VIAU


mais on vomissait un liquide blanc. On dirait que tout l'intestin sort par la bouche. Nous avons quitté notre cachette de la salle des moteurs pour nous présenter à l'équipage d'origine croate. On nous a admirablement bien traités. On est arrivé à Montréal le 25 décembre. Un Canadien est monté à bord: «Vous êtes les Roumains? Bienvenue au Canada, Joyeux Noël!» Ce «Joyeux Noël»-là, je m'en souviendrai toujours.»

QUAND L'AVENIR DÉPEND D'UN D'AUTRE

Leur année 1994 a ressemblé à celle des personnes qui demandent le statut de réfugié: trois semaines au YMCA, installation dans un logement le 20 janvier, incendie par temps glacial le 30 janvier, contacts en collaboration avec des groupes d'entraide qui deviennent une nouvelle famille pour Daniel, cours de français, puis le 27 octobre, journée de son enquête à la Commission sur le statut de réfugié.

«J'étais extrêmement nerveux, angoissé. Cette journée fut très difficile: long interrogatoire avec des questions inattendues, des questions qui reviennent plusieurs fois. Je suis sorti de la salle avec un sentiment d'échec, insatisfait de mes réponses, de la façon de m'exprimer, de la traduction. Mon avenir dépendait de quelqu'un d'autre, un commissaire.»

Daniel est accepté au Canada. À 22 ans, ses rêves sont à la mesure des dangers vaincus. «Je veux faire venir ma mère, ma soeur, ma famille, avoir des enfants, poursuivre mes études, devenir ingénieur géologue, travailler pour une compagnie minière comme mon père, mes oncles, mes cousins.»

«En quatre ans, j'ai appris que sans espoir, on n'affronte pas de défi et sans défi, la vie n'a pas de sens.» Son regard fixant un navire de plastique qu'il a baptisé HUSKY, Daniel écoute son fameux répondeur et sourit à ses rêves, à la vie qui est repartie un 30 décembre. 





**2 EMPLOIS SUR 3
EXIGENT
UNE FORMATION
COLLÉGIALE OU UNIVERSITAIRE**

**LA SEULE VOIE POSSIBLE:
INVESTIR DANS L'ÉDUCATION!**

FNEEQ



LA
RECETTE
DU
BONHEUR
C'EST...

des emplois de qualité.

